

COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE ET DE L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE



OBJECTIF DOCTRINE

MARS 2000

SOMMAIRE

Editorial1

DOCTRINE

La brigade : un commandement à vocation opérationnelle

Général BARRO3

Une brigade réactive

Colonel DESPORTES10

La terminologie : vecteur d'influence

Lieutenant-colonel GARDERES14

Analyse de doctrine étrangère :

«future warfare»

Lieutenant CADET17

ENSEIGNEMENT

Concours CSEM 99 :

bilan et enseignements

Commandant HIRIGOYEN22

SIMULATION

CASSINI : outil d'aide à l'analyse après action des entraînements des PC de niveaux 2 et 3

Chef de Bataillon (TA) CABON30

LIBRES REFLEXIONS

La finalité de l'enseignement à l'Ecole d'état-major

Colonel BOUARD34

La doctrine et l'homme

Capitaine BAILLIF36

ÉDITORIAL

Ce mois-ci la revue porte une attention particulière à la brigade. Le rétablissement de ce niveau hiérarchique a traduit, à son origine, la prise en compte d'un double souci. Il s'agissait, prioritairement, de compenser les risques d'effets pervers de l'application du principe de modularité et d'assurer l'exécution de la préparation opérationnelle dans les meilleures conditions. On souhaitait ainsi regrouper les régiments selon une logique de métier (infanterie, blindé, etc.) tout en conservant à cette entité un bon coefficient inter-armes. Le second objectif visait une certaine harmonisation avec les structures hiérarchiques de nos alliés.

Toutefois il convient de ne pas se tromper quant aux limites de ce besoin et aux conséquences de cette analogie dans le cadre d'un engagement. En effet la brigade française

n'est pas une brigade alliée. Tout d'abord, elle ne dispose pas de logistique propre, et elle répond aussi, dans sa constitution en vue de son engagement, au principe de modularité même si l'on souhaite qu'une brigade organique constitue le noyau dur de l'entité à projeter. Ainsi son emploi, hormis le cas particulier d'un engagement 5000, ne peut que difficilement se concevoir hors la présence d'un échelon divisionnaire destiné à préparer, appuyer et soutenir son action.

Chez nos alliés la brigade reste une grande unité organique adaptable mais elle peut recevoir en propre et de manière autonome une mission opérationnelle d'une certaine envergure et durée. Elle devient même pour l'armée des Etats-Unis le module de base d'un projet majeur visant à donner à leurs forces terrestres plus de réactivité et de mobi-

lité sans perte de puissance. Mais en analysant cette ambition on constate que la "medium brigade" se rapprocherait davantage du concept de division légère, que nous venons d'abandonner, que de celui de la brigade OTAN classique.

Ce dynamisme réaffiché de l'Armée de terre américaine n'est pas seulement lié à sa capacité à se mobiliser sur des projets concrets ; il tient aussi à la vigueur de sa pensée doctrinale, l'analyse du livre du général Scales en témoigne.

La préparation opérationnelle des forces est la responsabilité majeure du CFAT. Le CDES s'y associe au travers des équipes d'analyse après action des exercices de PC qu'il met sur pied et dirige tout au long de ceux-ci au profit de la direction d'exercice. Ces équipes disposent désormais d'une aide à l'exécution de

leur mission avec le logiciel CASSI-NI présenté dans nos lignes par le CROSAT. Un autre outil doctrinal de cohérence, qui s'avère aussi être un instrument d'influence, est celui de la terminologie qui fait l'objet d'un point de situation approfondi.

Après une courte fiche statistique donnant un aperçu du concours 1999 du CSEM, les articles de libres réflexions abordent, pour l'un les réactions des chefs d'état-major sur le "produit" de l'Ecole d'état-major, et pour l'autre le souci de voir une meilleure prise en compte du facteur humain dans les études de doctrine.

La rédaction

LA BRIGADE : UN COMMANDEMENT À VOCATION OPÉRATIONNELLE

*par le général BARRO,
commandant la 6^{ème} brigade légère blindée*

Le 17 juin 1999, cinq jours après l'entrée des premiers éléments au Kosovo, la brigade Leclerc était formée à Mitrovica, illustration exemplaire de la constitution d'une force opérationnelle terrestre adaptée aux besoins d'une intervention.



peu près celui des divisions telles qu'elles avaient été conçues en 1984 lors de la constitution de la FAR. Désormais l'action de ces brigades doit s'inscrire dans le cadre de la manœuvre des appuis conduite par le niveau supérieur qui assure aussi son soutien logistique.

Moins d'un mois après, le 1er juillet, les divisions sont devenues brigades. Cette réorganisation s'est traduite, pour ce qui concerne les brigades légères (6^{ème} BLB, 9^{ème} BLBIMA) par la dissolution de leur RCS ¹ et la création d'une compagnie de commandement et de transmissions. Le format est donc à

Mais un des buts majeurs de cette réorganisation est aussi de redonner la place qui revient à l'entraînement opérationnel, et de disposer de grandes unités dirigées par des états-majors maîtrisant toutes les techniques de commandement de leur niveau. Véritable réservoir de force "ayant vocation à mettre sur pied le noyau dur d'une brigade opérationnelle" (TTA 106), la brigade inter-armes n'est plus une unité d'emploi

The Brigade and its operational staff

Since July 1999, Divisions have been reorganised into Brigades. The result of the reorganisation for Light Brigades was the dissolution of their Command and Service Support Regiment (RCS) and the creation of Command and Signals Companies. Now, actions of Brigades must be part of a more global action framework i.e. the support and service support manoeuvre of the echelon above.

One of the main aims of this reorganisation is to restore the significant role of operational training and to dispose of large units directed by staffs and HQs accustomed to all command techniques of their level. The know-how of units depends on their flexibility and their ability to integrate reinforcements or to be integrated in a operational task force under national or multinational command.

capable de conduire une action en autonome. C'est une unité dont le savoir-faire repose désormais sur la souplesse d'emploi, la capacité à intégrer des renforcements, ou à être intégrée dans une force opérationnelle terrestre sous commandement national voire multinational. Ainsi, pour remplir leurs missions, les brigades légères blindées devront disposer d'états-majors réagissant vite et de régiments capables de s'engager avec rapidité et souplesse dans une manœuvre interarmes.

L'ORGANISATION DE LA BRIGADE

La brigade est un outil de combat simple, adapté à un type de mission. Elle ne dispose pas a priori des moyens permettant d'assurer la totalité des fonctions opérationnelles, et en particulier son soutien logistique, mais elle doit avoir la capacité de :

- diriger et coordonner les actions de quatre groupements tactiques,
- acquérir le renseignement dans sa zone d'action,

- combattre,
- contrôler le milieu,
- assurer la sécurité et la protection de ses unités et de ses emprises.

Pour cela elle met en oeuvre cinq fonctions opérationnelles : le commandement, le renseignement, le combat de contact, les appuis, la sauvegarde et la protection. C'est donc de l'organisation d'un PC de brigade dont il faut parler dans un premier temps. Cette organisation doit permettre de répondre à trois préoccupations essentielles pour la conduite de la manœuvre :

- le besoin d'anticiper pour pouvoir planifier et rédiger les ordres à temps,
- fonder la manœuvre sur le renseignement,
- pouvoir engager les renforcements indispensables à la mission et donnés à la grande unité.

Organisation de l'Etat-major

La fonction commandement

Le commandement d'une brigade consiste à concevoir la manœuvre, conduire l'action des groupements tac-

tiques, coordonner l'emploi des appuis. Pour effectuer ces différentes tâches elle dispose de moyens de commandement, de moyens de transmissions et d'information, enfin de détachements de liaison.

Les moyens de commandement sont organisés en un PC tactique, et deux CO identiques, installés l'un sous tente gonflable (plus tard sur shelter) et l'autre en infrastructure, qui basculent pour des raisons techniques (élongations) ou tactiques.

Les moyens de transmissions permettent d'atteindre par relais des éloignements de soixante à soixante-dix kilomètres entre le PC et les régiments de premier échelon. Un ensemble SICF/MESREG ² assure en transmissions de données les liaisons vers le haut et vers le bas, tandis qu'un réseau WORKGROUP ³ propre à la 6^{ème} BLB relie entre elles les différentes cellules du CO ⁴ pour l'agrégation immédiate des différentes parties de l'OPO ⁵, avec, à terme, une connexion entre ces deux réseaux.

La fonction renseignement

Elle est essentielle, puisque c'est autour d'elle que doit s'organiser la manœuvre. La manœuvre du renseignement devant précéder la manœuvre des forces, il est indispensable de créer un lien physique entre la cellule de conception et la cellule de renseignement. La production de cette cellule renseignement se concrétise par deux types de documents formatés, une expression des besoins futurs vers le haut, et vers le bas, des ordres de recherche auprès de tous les capteurs de la brigade et des synthèses adressées aux régiments. Si la brigade a besoin des renseignements du niveau supérieur, elle doit cependant conduire la manœuvre des renseignements de son niveau. La cellule renseignement n'est donc pas seulement une cellule d'enregistrement mais doit être surtout une cellule de conduite et de coordination de ses propres moyens (en particulier EEI, RASIT, RATAAC).

Le combat de contact

La finalité du travail de l'état-major de la brigade est de conduire l'action des

régiments sur le terrain et donc de leur faire parvenir en temps utile les ordres nécessaires à leur action. L'élaboration de ces ordres se fait à l'issue d'un cycle décisionnel incluant dans le temps les trois cellules que sont MANFUT 6, G3 FRAGO 7, Conduite.

Le rôle la cellule MANFUT est d'élaborer à partir de l'OPO de l'échelon supérieur, qui en principe couvre une période de 72 heures, l'OPO et le plan de manœuvre de la brigade pour les 24 heures qui vont suivre. Les délais nécessaires à la rédaction, puis à l'action des régiments, imposent de lourdes contraintes horaires dans l'anticipation.

La cellule appelée «G3 FRAGO» a une tâche qui se situe dans le processus décisionnel entre celle de MANFUT (au-delà de H+6) et celle de la cellule conduite (de H à H+2). Son rôle est de rédiger les ordres intermédiaires nécessaires pour conduire l'engagement non planifié d'un régiment. Il lui revient donc de préparer toutes les possibilités de manœuvre dans le cadre de l'action en cours.

La cellule conduite, comme son nom l'indique, conduit à la voix l'engagement des régiments dans le cadre de l'ordre en cours. Seule la cellule conduite peut se déplacer vers l'avant à l'endroit où l'action se joue : le PC tactique permet au général d'être à l'endroit où se déroule une action majeure requérant sa présence pour donner son impulsion à l'engagement de la brigade.

Les appuis

Par rapport à ce qui existait dans la division, le changement le plus significatif concerne l'appui feu, avec la disparition de la CCAR 8.

Le passage de division à brigade change donc radicalement le style de la manœuvre interarmes : la division pouvait mener une action relativement autonome, la brigade ne peut que conduire une manœuvre intégrée à celle de l'échelon supérieur. C'est notamment le cas pour ce qui concerne la gestion de la 3^{ème} dimension et la défense sol-air.

La brigade est également tributaire de son supérieur pour l'acquisition des

objectifs "au-delà de la première crête". Seule dans l'avenir la mise en place de radars de contrebatteries COBRA, en renforcement du régiment d'artillerie ou en liaison directe avec lui, donnera au brigadier quelques moyens d'action dans la profondeur de sa zone.

Des renforcements nécessaires

Les autres fonctions opérationnelles, en particulier logistique, information opérationnelle, communication et ACM ⁹, sont mises en œuvre par l'échelon supérieur qui dispose pour cela de moyens spécifiques. La logistique n'a pas été citée dans la liste des fonctions que la brigade doit être en mesure d'assurer. A la différence de la division, cet échelon de commandement n'a pas cette responsabilité qui est maintenant dévolue aux EMF ¹⁰ ou états-majors de niveau 2. Il faut donc admettre que la manœuvre de la brigade est subordonnée à la manœuvre logistique du niveau supérieur et totalement tributaire de celle-ci. La brigade doit donc agir dans le cadre de la division, ou alors être renforcée, pour pouvoir assurer par elle-même l'ensemble des fonctions opéra-

tionnelles. Ce déficit se retrouve dans la conduite de son entraînement. Avec les nouveaux DUO ¹¹ la brigade n'est pas en mesure de mettre sur pied deux CO sans renforcements importants.

LE FONCTIONNEMENT DE LA BRIGADE

L'entraînement de l'état-major

La charte de fonctionnement de la chaîne des forces précise que chaque niveau de commandement :

- organise et conduit son auto-entraînement,
- est joueur dans l'entraînement conduit par le niveau supérieur,
- organise et conduit l'entraînement du niveau subordonné.

Les EMF dirigent et conduisent l'entraînement des PC de BIA une fois par cycle de 16 mois au centre d'entraînement des PC à MAILLY lors de l'exercice AURIGE. Cet exercice, vérification du niveau opérationnel, est un des rendez-vous majeurs pour les brigades. Il s'agit là de l'expression d'une volonté du commandement cohérente

avec celle clairement affichée de faire progresser le niveau de compétence de nos états-majors.

Encore faut-il que cet exercice ne soit pas la seule occasion pour les brigades de travailler dans un cadre réaliste. Pour atteindre un niveau correct il semble impératif, avant d'aller vers un contrôle de ce type, de pouvoir réaliser sur le cycle de 16 mois au minimum deux exercices d'auto-entraînement.

L'auto-entraînement revêt deux aspects complémentaires et indispensables. En premier lieu, l'aspect technique concerne essentiellement le domaine des SIC, avec les moyens transmissions de la brigade.

Mais si on veut mettre en jeu les groupes de raccordement RITA, il faut faire appel à des moyens venant de la brigade de transmissions. L'autre aspect de cet auto-entraînement est plus élaboré, et a pour objectif d'entretenir et de consolider l'aptitude opérationnelle du CO, en soudant et en entraînant les équipes de travail de la brigade et des PC des régiments, ainsi qu'en intégrant

aux équipes de commandement les moyens donnés en renforcement. Il nécessite la mise en place d'une animation réaliste que seuls les EMF sont en mesure de réaliser, renforcés si nécessaire d'éléments des brigades d'appui spécialisé.

L'entraînement des régiments

La brigade a pour mission la préparation opérationnelle et l'engagement au combat des unités qui lui sont subordonnées. En temps de paix, elle organise, conduit et évalue l'entraînement interarmes. L'action du commandant de brigade est donc entièrement tournée vers la préparation opérationnelle de son état-major, mais aussi vers celle des régiments de la brigade. Pour ce faire, s'appuyant sur les directives annuelles du CFAT ¹², du COFAT ¹³ et de la Région terre, elle adresse à ses régiments sa directive annuelle de préparation opérationnelle.

Le contrôle direct de l'instruction collective, c'est-à-dire celle qui est réalisée par les unités élémentaires, est effectué au sein de la formation sous la res-

ponsabilité du chef de corps. En revanche l'entraînement des régiments est directement de la responsabilité du commandant de la brigade qui en assure le contrôle de premier niveau. Les directives du CFAT dans ce domaine imposent un contrôle opérationnel pour chaque régiment dans le cycle de 16 mois et plus précisément au cours des 8 mois qui sont consacrés à l'entraînement ¹⁴.

Ces quelques réflexions donnent un aperçu de ce qui constituera l'ordinaire du travail d'un état-major de brigade entièrement réorienté vers l'opérationnel. Sur un cycle théorique de 16 mois, l'essentiel du travail de la brigade consistera donc à :

- monter 2 exercices d'auto-entraînement et participer à un exercice AU-RIGE,
- préparer et contrôler les exercices des 6 régiments de la brigade,
- assurer le contrôle de niveau 2 des unités élémentaires,

- faire face, en plus, à de nombreuses missions parallèles : plan ORSEC, feux de forêt, Vigipirate, missions inopinées engageant des membres de l'état-major à titre individuel, etc.,
- assurer le partenariat COFAT,
- préparer et réaliser sa projection pendant les quatre mois consacrés à cette mission.

*
* *

Cette présentation de la brigade, outil exclusivement opérationnel, montre que son emploi et son entraînement ne peuvent s'inscrire que dans le cadre d'une force complétant ses moyens et son action. Une maîtrise parfaite de cette complémentarité est indispensable à un engagement correct des brigades interarmes dans un combat de haute intensité : il y va de la crédibilité de notre Armée de terre professionnalisée. Cette maîtrise passe par un accroissement de l'entraînement à tous les niveaux de commandement, justifiant la réorganisation en cours, qui vise à séparer l'organique de l'opérationnel.

Cette séparation ne signifie cepen-

dant pas que le commandement organique doive se désintéresser des aspects de préparation opérationnelle : toute son action doit au contraire viser à préserver nos capacités d'entraînement, et seul l'échelon de commandement que représente la brigade peut jouer un rôle de synthèse entre les impératifs fixés par les deux chaînes, du fait de sa connaissance détaillée de la situation réelle de chacun de ses régiments ♦

NOTES

- 1 Régiment de Commandement et de Soutien
- 2 Système d'Information pour le Commandement des Forces et MESSagerie REGimentaire
- 3 Réseau sous Windows
- 4 Centre Opérationnel
- 5 OPeration Order, ordre d'opérations.
- 6 Manœuvre future
- 7 FRAGmentary Order, ordre de conduite
- 8 Cellule de Coordination Appui Renseignement
- 9 Actions Civilo-Militaires
- 10 Etats-Majors de Forces
- 11 Documents Uniques d'Organisation
- 12 Commandement de la Force d'Action Terrestre
- 13 Commandement des Organismes de Formation de l'Armée de Terre
- 14 Ces huit mois sont théoriques : il faut y inclure un mois consacré au retour de mission et aux permissions, et prendre en compte l'incertitude des dates de départ comme de retour, une variable pouvant atteindre trois semaines dans les deux cas. Ces huit mois sont donc réduits de quatre à dix semaines selon les situations.

UNE BRIGADE RÉACTIVE

par le colonel DESPORTES

chef du détachement de liaison-terre aux Etats-Unis

Après la prise de fonction du général Shinseki, successeur du général Reimer à la tête de l'US Army, l'été et le début de l'automne ont été vécus dans les rangs de l'Armée de terre américaine comme la chronique d'un bouleversement annoncé. Les premières déclarations peu ambiguës du nouveau CEMAT et de son adjoint, le général John M. Keane, avaient initié une série d'hypothèses sur l'ampleur et la forme des changements à venir. Progressivement, les médias s'étaient fait l'écho des évolutions les plus probables : plaçant au deuxième plan les réflexions de toute nature lancées au cours de la décennie 90, elles visaient probablement à la création rapide de forces adaptées au nouvel environnement international et à l'intégralité du spectre des nouvelles

menaces, de «l'asymétrique» au nucléaire.

Comme prévu, les incertitudes ont été en partie levées au cours de la réunion d'automne ¹ de la toute puissante AUSA, Association de l'Armée de terre des Etats-Unis, le général Shinseki ayant officiellement défini à cette occasion les idées fortes des évolutions qu'il entend conduire. Progressivement, la diffusion des études laisse percevoir la nature des réponses que l'US Army entend apporter au défi à relever.

PRODUIRE DE LA CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE

Pour le général Shinseki, il s'agit de «produire de la capacité opérationnelle et non plus des études» selon sa propre expression lors de sa conférence de presse

A REACTIVE BRIGADE

The first ambiguous statement of the US Army Chief of Staff and his deputy, General John KEANE, had initiated a number of hypotheses on the form and the amplitude of the future changes. Progressively, media evoked these potential evolutions i.e. studies launched in the 90's were forgotten or reoriented and forces had to adapt quickly to the new international environment. Now, they have to be able to cover the full spectrum of operations and face the full spectrum of threats from «asymmetrical conflicts to nuclear wars».

du 12 octobre. Cette nouvelle capacité opérationnelle doit se traduire concrètement par la possibilité de déployer, n'importe où dans le monde, une brigade en 96 heures, une division en 120 heures et un corps d'armée en 30 jours. Cette capacité de projection doit s'appuyer sur le dispositif des forces, des stocks et équipements prépositionnés et, autant que nécessaire, sur la projection de forces.

Pour relever le défi, les forces de l'Armée de terre américaine devront :

- pouvoir être engagées sans délais,
- être aisément déployables,
- être capables de s'adapter instantanément à la fluctuation de l'intensité des crises,
- posséder une forte capacité létale,
- offrir une protection maximale aux troupes,
- pouvoir être facilement soutenues.

Il s'agira ainsi de créer, à un prix raisonnable des forces intermédiaires entre les forces lourdes et les forces légères («*medium weight forces*») en redonnant de la puissance aux forces légères et de la mobilité -stratégique et tactique - aux forces lourdes, tout en diminuant drastiquement leur poids logistique.

Le général Shinseki entend que l'US Army «remonte ses manches» et entame immédiatement une «transformation en profondeur» propre à lui conférer une véritable agilité stratégique ce qui, en termes d'exigences, va bien au-delà de la capacité à opérer sur deux théâtres majeurs d'opération. La doctrine devra être la première à évoluer, mais les équipes

devront suivre très vite ; pour accélérer le changement, il sera fait appel aux «matériels sur étagère». Plus tard, l'armée du futur disposera de nouveaux matériels sûrement très différents des produits actuels, bien que l'on constate, en haut lieu, une réelle volonté de subordonner le foisonnement technologique aux concepts d'emploi.

UN CONCEPT GÉNÉRAL POUR LA MEDIUM BRIGADE

Première réponse au besoin accru de réactivité stratégique, destinée à combler l'espace opérationnel existant aujourd'hui entre les forces lourdes à déploiement lent et les forces à déploiement rapide mais sans puissance de destruction suffisante, la *Medium Brigade* est organisée pour la participation aux opérations d'envergure limitée (SSC - *Small Scales Contingencies*), en terrain difficile et disposant d'une infrastructure éventuellement rudimentaire, face à une menace de type classique ou asymétrique. L'environnement opérationnel des dernières opérations dans les Balkans constitue le cadre dans lequel la brigade

serait la plus vraisemblablement engagée ; toutes les analyses effectuées pour parvenir à l'organisation retenue ont été réalisées sur des scénarios de ce type.

Bien qu'elle soit conçue pour un emploi précoce (*early entry force*), la brigade n'est pas en mesure de réaliser une entrée en force (*forced entry*) sur un théâtre ; une fois déployée, elle peut conduire des opérations pendant 180 jours sans être relevée. Elle possède les moyens de communication et de commandement nécessaires pour intégrer des moyens supplémentaires lui permettant de conduire des opérations de tous niveaux d'intensité.

La brigade doit normalement être placée aux ordres d'un état-major de division ou de corps agissant comme Commandement de la composante terrestre (ARFOR - *Army Component Command*) ou Commandement de la composante terrestre d'une force interarmées (JFLCC - *Joint Forces Land Component Command*). Elle dépend de l'ARFOR pour l'établissement de ses liaisons avec les composantes capables de lui fournir renseignements, appui interarmées et

soutiens. Elle peut agir en étroite relation avec une force expéditionnaire aérienne et un groupement du *Marine Corps*.

Bien qu'elle soit *conçue pour l'offensive* dans un cadre d'action bien particulier, la brigade peut conduire tous types d'opérations. Ses atouts majeurs sont la mobilité opérative et tactique, une excellente compréhension de la situation opérationnelle, une interarmisation poussée jusqu'au niveau compagnie, une grande capacité au combat débarqué ; utilisés au mieux, ces atouts sont supposés compenser les limitations de ses plates-formes. Equipée organiquement des «prises» (*books*) lui permettant de recevoir tous les renforcements nécessaires à son action, la brigade doit pouvoir en outre être engagée avec des forces de nature différente ; au sein d'une division lourde, la brigade serait plutôt employée en effort secondaire tandis qu'elle participerait à l'effort principal d'une division légère. On constate que l'efficacité globale de cette brigade repose sur sa capacité à acquérir le renseignement et à l'exploiter sans délai à tous les niveaux ; la supériorité

hier attendue de celle des plates-formes et de leur nombre repose surtout aujourd'hui sur la suprématie de l'information ; elle doit permettre, en particulier, de réaliser la pleine synergie des moyens engagés.

LE CONCEPT ORGANISATIONNEL

L'idée maîtresse a été de *réaliser le meilleur équilibre entre deux impératifs : les besoins de réactivité stratégique et la nécessité de domination de l'espace de bataille* ³. Cette obligation a imposé de concevoir un compromis idoine entre la capacité de déploiement et de soutien d'une part et les impératifs de puissance de feu, de mobilité et de protection d'autre part. L'objectif est que la brigade puisse disposer des facilités de déploiement d'une force légère ⁴ tout en arrivant sur le terrain avec la puissance d'une formation lourde ; il s'agit, parallèlement, de fournir à cette unité la capacité à être engagée dans les conflits de tous types, de la très basse intensité au conflit majeur, en passant par les missions de maintien de la paix ou de stabilisation.

Pour son engagement, la brigade dispose organiquement d'un certain nombre d'appuis : moyens de renseignement, de communication, de génie, d'artillerie, antichars, de soutien. Ils auraient pu lui être fournis suivant le procédé classique des tranches divisionnaires, mais les analyses ont montré qu'une meilleure synergie résulterait de l'intégration organisationnelle d'éléments définis en fonction des besoins spécifiques de l'unité. Pour remplir le contrat fixé, la brigade doit disposer de certaines capacités-clefs.

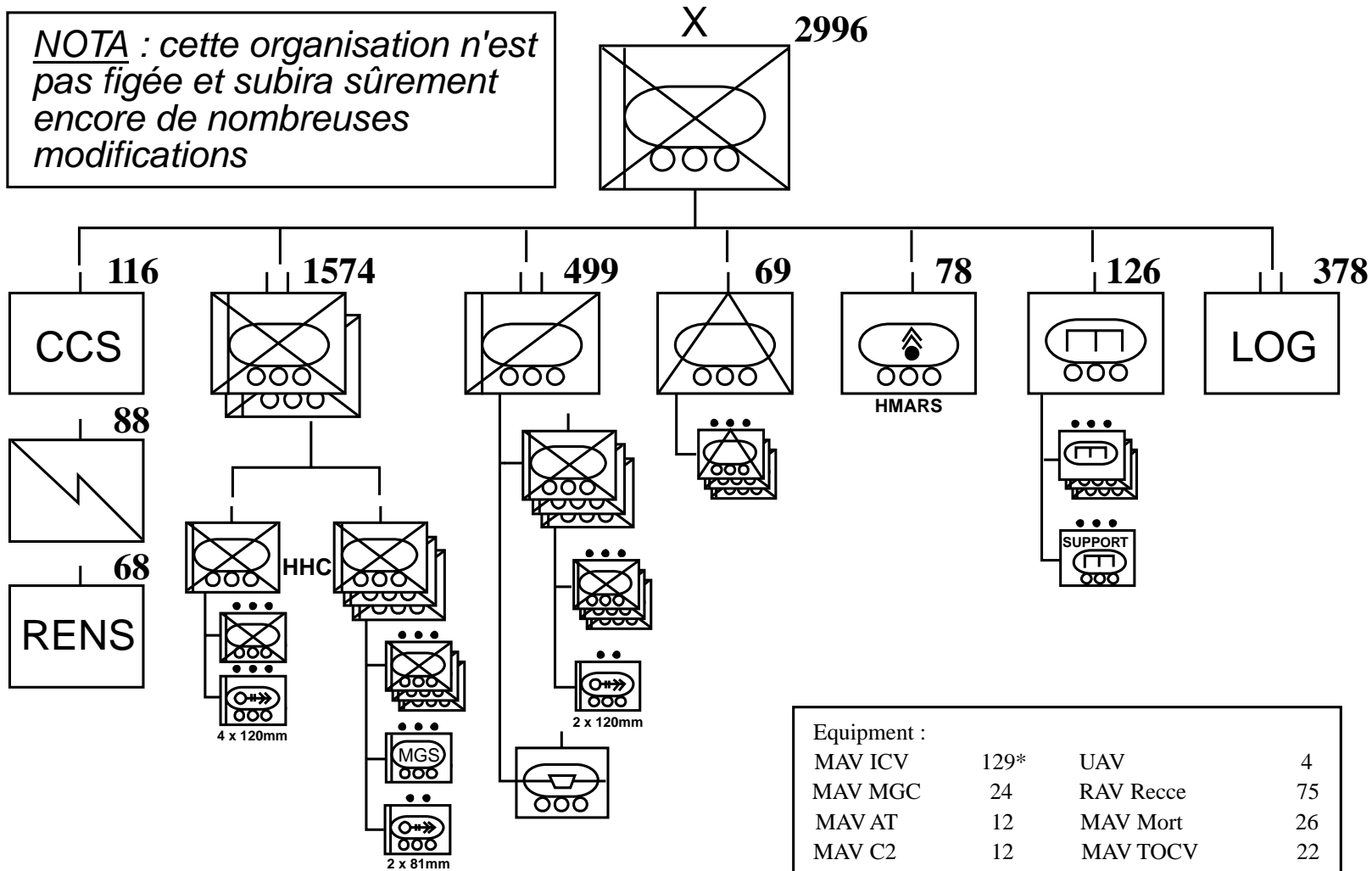
Information

L'intelligence de la situation (*SU-Situational Understanding*) est perçue comme le facteur permettant à la fois la meilleure synergie opérationnelle des différents systèmes et la réduction de la vulnérabilité de la brigade. A travers un réseau d'information alimenté en continu et perpétuellement à jour, à travers une vision opérationnelle partagée à tous les niveaux de commandement (*common relevant picture*), la brigade doit acquérir la suprématie de l'information afin d'enlever à l'adversaire la capacité

MEDIUM BRIGADE

DIV/CORPS RENFORCEMENT

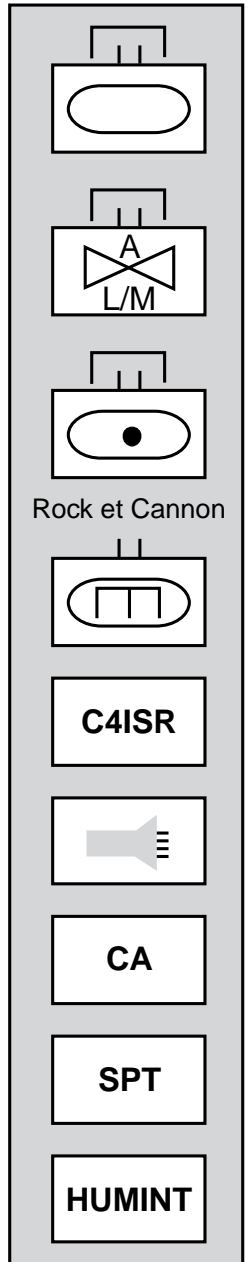
NOTA : cette organisation n'est pas figée et subira sûrement encore de nombreuses modifications



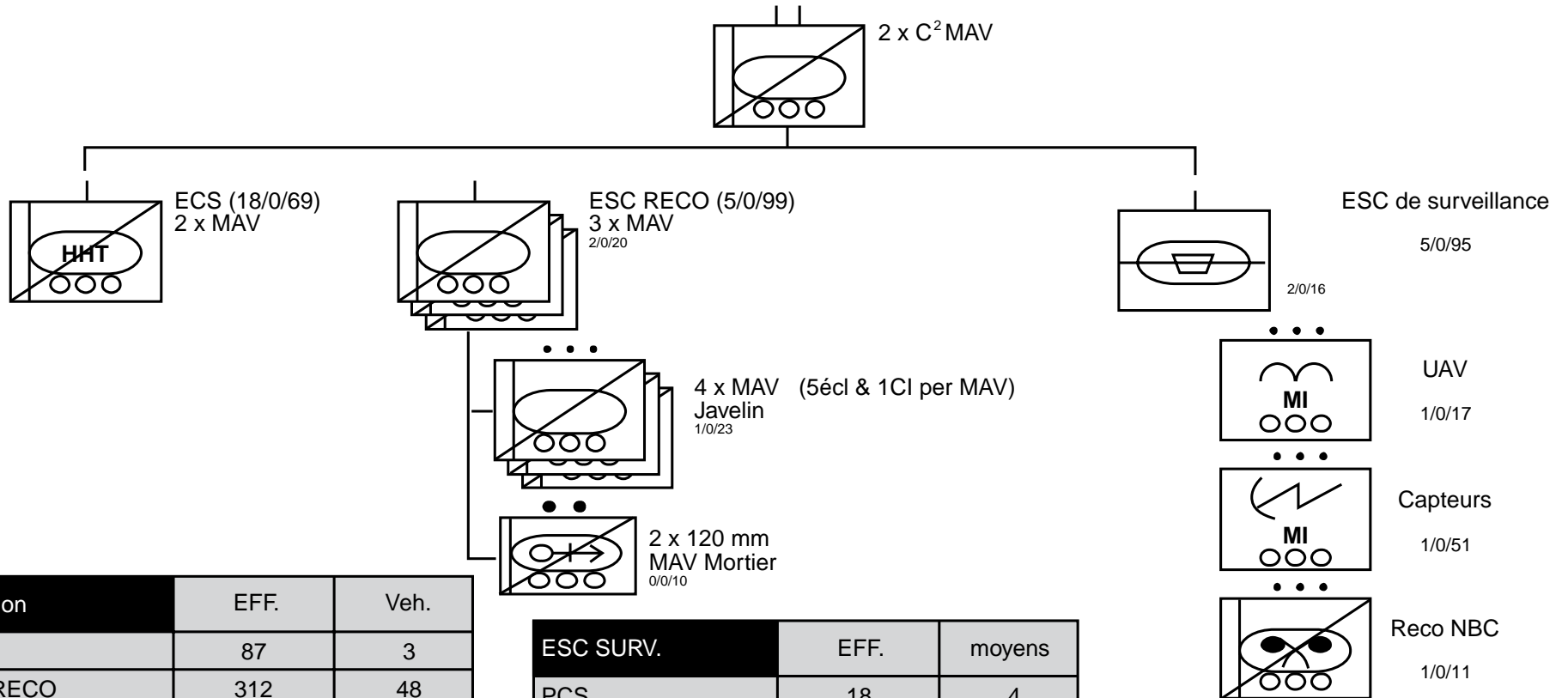
Equipment :

MAV ICV	129*	UAV	4
MAV MGC	24	RAV Recce	75
MAV AT	12	MAV Mort	26
MAV C2	12	MAV TOCV	22
	31	HIMARS Launchers	8

*Includes 20 MAV in ENGR Co and 19 MAVs in BSB
 MAV : Main Armored Vehicle



RSTA BATTALION

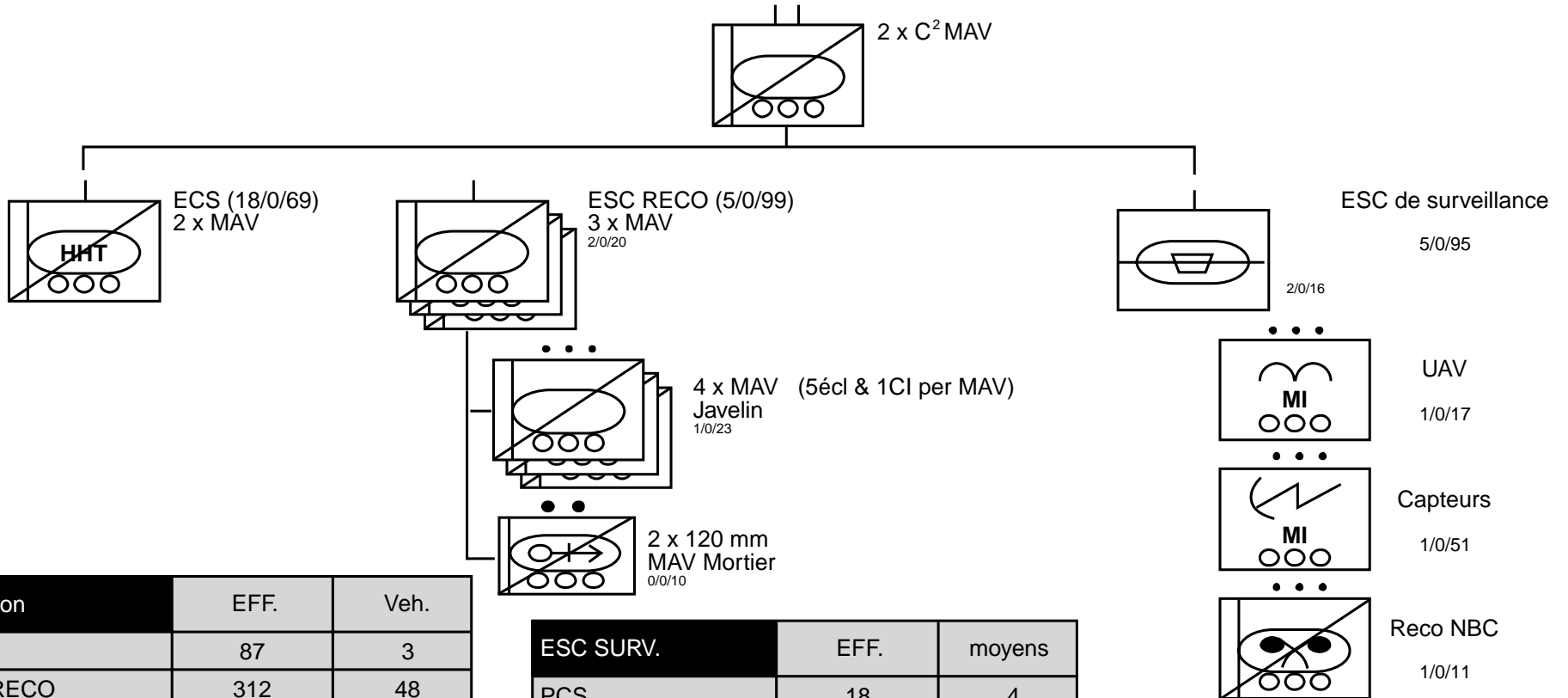


Bataillon	EFF.	Veh.
ECS	87	3
ESC RECO	312	48
ESC de surveillance	100	24
Total	499	75

ESC RECO	EFF.	Veh
PCS	22	3
PON RECO (x3)	72	12
SON MORT	10	2
Total	104	17

ESC SURV.	EFF.	moyens
PCS	18	4
PON UAV	18	4 UAV
PON CAPTEURS	52	8 REMBASS 4 PROPHET
PON RECO NBC	12	4 FOX
Total	100	24

RSTA BATTALION



Bataillon	EFF.	Veh.
ECS	87	3
ESC RECO	312	48
ESC de surveillance	100	24
Total	499	75

ESC RECO	EFF.	Veh
PCS	22	3
PON RECO (x3)	72	12
SON MORT	10	2
Total	104	17

ESC SURV.	EFF.	moyens
PCS	18	4
PON UAV	18	4 UAV
PON CAPTEURS	52	8 REMBASS 4 PROPHET
PON RECO NBC	12	4 FOX
Total	100	24

de surprise, celle de percevoir son propre schéma tactique ou d'utiliser ses feux d'appui. C'est le bataillon d'acquisition (RSTA - *Reconnaissance, Surveillance, and Target Acquisition*) qui constitue l'élément-clé de la structure renseignement, y compris en ce qui concerne les facteurs non militaires. Son organisation a été conçue en fonction des besoins particuliers de la brigade dans les buts de construire une véritable «bulle» d'intelligence de situation autour de l'unité et de fournir, jusqu'au niveau section, une bonne connaissance de l'environnement opérationnel. La compagnie de renseignement travaille comme une extension de l'état-major de brigade dans un rôle de gestion du renseignement en provenance des sources intégrées ou extérieures, en particulier aéroportées (UAV, *unmanned vehicles*) et humaines (HUMINT), ces dernières étant considérées comme particulièrement cruciales dans le contexte opérationnel probable de la brigade.

Mobilité

C'est l'un des éléments fondateurs du concept. Au niveau *stratégique*, la bri-

gade doit, on le sait, être déployable en 96 heures. Au niveau *opératif*, elle doit pouvoir procéder à son redéploiement sans aide extérieure ou, si nécessaire, par C 130. Au niveau *tactique*, la mobilité est ressentie comme le vecteur de l'efficacité opérationnelle. La brigade doit pouvoir suivre, si besoin, le rythme des unités mécanisées, mais doit surtout être capable d'exploiter la supériorité de l'information : se mouvoir rapidement en terrain difficile, frapper l'ennemi dans la profondeur, déplacer ses réserves, conduire des combats lacunaires aux niveaux de la section, de la compagnie comme du bataillon. Dans ce cadre, la compagnie de combat du génie est d'abord un moyen d'aide à la mobilité et de préservation du rythme d'engagement.

Combat débarqué et rapproché

Compte tenu de son cadre d'emploi, la brigade réalisera ses actions décisives par des assauts débarqués et doit donc disposer d'une forte capacité de combat à pied ; c'est en terrain difficile (*complex terrain*) ⁵ qu'elle exploitera le mieux ces capacités.

Protection

Le problème ici est de pallier la protection limitée offerte par des véhicules nécessairement peu blindés, en particulier vis-à-vis de l'artillerie adverse. La solution passe par la disposition d'une *capacité organique de contrebatterie* visant, grâce au renseignement, à frapper l'ennemi avant même qu'il n'ait déclenché ses feux. Plus globalement, c'est la supériorité de l'information qui, par ses conséquences, doit remédier à la vulnérabilité naturelle des éléments de la brigade, à travers l'alerte précoce, l'intelligence de situation, la déception, la rapidité de mouvement, la maîtrise des signatures techniques et l'imprévisibilité des opérations.

Capacité de destruction

La capacité de destruction est évidemment au cœur de l'efficacité de la brigade. La compagnie antichars doit pouvoir délivrer des feux à distance de sécurité contre les blindés adverses. Dans le cadre privilégié d'emploi de la brigade, les feux à courte portée - pour atteindre par exemple l'autre côté d'un

immeuble élevé - sont aussi importants que les feux à longue portée ; ils seront délivrés par les mortiers des bataillons d'infanterie.

Les capacités de feux indirects sont ainsi données organiquement aux unités de petit niveau, de manière à faciliter les opérations lacunaires et à accroître la capacité de riposte.

En ce qui concerne l'artillerie sol-sol, en raison de la grande vulnérabilité de la brigade aux feux sol-sol ennemis, c'est la mission de contrebatterie qui est prioritaire. Compte tenu des nécessités de mobilité et des véhicules actuellement disponibles, le choix a été fait de n'intégrer qu'une seule batterie de lance-roquettes sur roues ; elle est, en outre, censée remédier à l'absence d'appui air-sol en cas de météo défavorable.

L'idée nouvelle est qu'il ne s'agit plus désormais de coordonner des feux, mais bien de *coordonner des effets* ; pour la première fois, l'organisation de la brigade comportera un Centre de Coordination des Effets (*ECC-Effects Coordina-*

tion Center) destiné à conjuguer les effets des feux organiques et non organiques.

Au-delà de l'évolution sémantique (*effets* au lieu de *feux*), cela représente un tournant doctrinal sensible. Auparavant, les feux étaient pensés en termes de plates-formes et de systèmes ; il ne s'agira plus de demander un appui à un système d'armes, mais de *requérir un effet à obtenir à un centre de coordination*.

Interopérabilité interarmées / multinationale / interministérielle

Les capacités de commandement intégrées sont essentielles pour l'appui et la coordination des opérations avec les autres partenaires de l'action. Outre les liaisons internes et les liens avec l'ARFOR/JFLCC, la brigade doit donc être capable d'instaurer des liens avec les réseaux généraux de renseignement, les forces multinationales, les services des autres ministères comme avec les organisations gouvernementales ou non gouvernementales ; elle doit pouvoir exploiter l'information disponible dans ces organisations.

Capacité de combat de forte intensité ; renforcements

Le choix a été fait de n'inclure que les éléments d'appui et de soutien indispensables dans le contexte d'engagement privilégié de la brigade. L'intégration organique d'éléments complémentaires se serait faite au détriment de la capacité de déploiement stratégique. La brigade doit cependant être préparée à recevoir autant que de besoin des renforcements des échelons supérieurs et, en particulier, des hélicoptères de transport ou d'attaque, de l'artillerie (canon ou roquettes), des moyens sol-air, du génie de combat, de pontage, des blindés, des éléments substantiels de soutien et des éléments complémentaires de commandement.

Soutien

La brigade doit être opérationnelle dès son arrivée sur zone (*off the ramp*) et arrive avec une autonomie de 72 heures de combat. La nouvelle logistique reposera sur des «tranches» préparées à l'avance et prépositionnées pour être

délivrées sans délai dès la mise à terre de la brigade. L'accent sera mis sur la livraison de précision par air. L'efficacité du soutien pendant l'engagement doit reposer sur l'utilisation des moyens de commandement digitalisés et l'exploitation optimale de la «bulle» d'intelligence de situation.

LE CONCEPT OPÉRATIONNEL

Cinq idées structurantes

Le concept opérationnel d'emploi de la brigade repose sur cinq idées structurantes.

Multi-dimensionalité

La brigade sera engagée dans un contexte encore plus pluridimensionnel que par le passé. Elle doit pouvoir dominer le spectre électromagnétique pour s'assurer d'un flot ininterrompu d'informations et empêcher l'ennemi de disposer des mêmes facilités.

Non linéarité

L'amélioration des capacités d'information et l'accroissement de la mobilité

doit permettre de conduire un combat non linéaire et souvent lacunaire.

Précision

La brigade doit pouvoir identifier et concentrer ses efforts sur les centres de gravité ennemis, les points décisifs et les capacités clefs.

Elle doit pouvoir produire des effets précis et ciblés sur un adversaire de type classique et déterminer rapidement les meilleures façons d'influencer le comportement d'un ennemi asymétrique.

Simultanéité

Il s'agit ici de conduire *simultanément* - et non plus de manière séquentielle - des actions contre différents objectifs critiques par la synchronisation des feux de tous types et de la manœuvre.

Opérations réparties

Il s'agit des opérations conduites simultanément dans toute la profondeur, toute la largeur et toute la hauteur de la zone d'opération. Elles sont menées pa-

rallèlement contre plusieurs points décisifs et sont divisées en *opérations préparatoires (shaping)*, *décisives* ou de *soutien (sustainment)*.

Les *opérations préparatoires* sont destinées à créer les conditions favorables à l'action décisive.

La brigade est particulièrement adaptée à ce type d'opération et peut y jouer un rôle de déploiement précoce, de diversion, de déception, de présence ostentatoire, de recherche de renseignement ou conduire des activités destinées à influencer la volonté adverse et, si possible, à dissuader. Face à un ennemi asymétrique, la brigade devra adopter une approche plus globale et intégrer à son niveau de commandement les différents éléments de puissance nationale (diplomatique, économique, psychologique) en conjuguant actions militaires et non militaires ; il s'agira d'appliquer la juste combinaison des actions sur les points critiques en vue de modifier le comportement adverse et de dégrader sa volonté de combattre.

Les opérations préparatoires peu-

vent se transformer sur court préavis en *opérations décisives* sans qu'il y ait renforcement de la brigade.

La conduite de l'action

La brigade est conçue pour réaliser des opérations rapides, réparties et simultanées sur toute la profondeur de l'espace de bataille ; sans renforcement, elle peut agir dans un compartiment de terrain de 50 x 50 km. On recherchera le combat débarqué, appuyé par le feu organique ou extérieur.

La décision tactique sera obtenue par la conduite d'assauts préparés par les sections d'infanterie dont l'efficacité sera renforcée par :

- une excellente connaissance de la situation tactique qui permettra de concentrer l'action sur des positions bien identifiées,
- des opérations dites «de sécurité» visant à empêcher l'adversaire de localiser les forces amies et de discerner l'idée de manoeuvre,

- des feux d'appui internes, mortiers en particulier, pour créer des rideaux opacifiants, fournir des feux de neutralisation et, lorsque la technologie l'aura rendu possible, délivrer des feux de destruction sur cibles désignées. Dans le futur, l'efficacité du combat en zone complexe reposera sur le procédé de désignation par élément avancé et destruction par éléments d'appui intégrés ou externes ; la mise en réseau de l'information (*internetting*) permettra à quelques éléments isolés, chargés de désigner ou de «pointer» les objectifs, de faire déclencher des feux adaptés, rapides et destructeurs, par les éléments d'appui.

En dehors de leurs rôles habituels de maintien de la liberté d'action, d'exploitation des succès, d'accroissement de la souplesse et du renforcement des manoeuvres décisives, des réserves sont nécessaires à tous les échelons à l'intérieur de la brigade pour compenser l'imperfection de la connaissance de la situation, pour répondre aux circonstances imprévues et aux revers tactiques.

QUELQUES RÉFLEXIONS

L'observation de cette architecture appelle quelques commentaires.

Une application des études antérieures

On doit remarquer d'abord qu'elle constitue bien une application concrète des idées et concepts qui avaient été développés dans le cadre de la construction de *Force XXI* et du projet *Army After Next*. Ainsi en est-il, par exemple, des idées de *multi-dimensionalité*, de *combats décentralisés dans l'intégralité de l'espace de bataille*, de combat *lacunaire*, de *frappes simultanées* et de *précision* des centres de gravité et autres points décisifs de l'adversaire.


Ainsi en est-il encore du *concept d'actions préparatoires, décisives et de soutien* ; on les retrouve aux côtés de la répartition spatiale plus classique (arrière, contact, profondeur), puisque l'on sait que la hiérarchie n'a pas voulu abandonner cette vision plus traditionnelle.

On voit émerger des concepts plus novateurs, comme celui de *Centre de Co-*

ordination des Effets dont c'est la première application dans l'US Army. On voit aussi descendre pour la première fois au niveau de la brigade l'idée de la *conjugaison des différents composants de la puissance nationale* : diplomatie, psychologie, économie.

Un premier système de systèmes tactiques terrestres

Mais c'est peut-être l'application concrète de *l'idée de système* qui est ici la plus frappante, davantage d'ailleurs dans les concepts d'emploi que dans l'organisation elle-même. *La brigade est réellement conçue comme un système et non comme une accumulation de plates-formes isolées.* Ce système doit créer une véritable synergie opérationnelle en combinant, dans le temps et l'espace, trois systèmes habituellement considérés séparément : un *système d'intelligence de situation* possédant suffisamment de puissance informatique pour intégrer des flux permanents d'informations et les transformer en temps réel en renseignements exploitables, un *système de commandement* doté d'une capacité renforcée de transmissions de données, un

système des effets de destruction permettant d'engager simultanément avec grande précision des cibles éventuellement largement réparties dans l'espace. C'est le système qui, à la fois, réduit la vulnérabilité de chaque plate-forme prise isolément et confère sa véritable efficacité à chacune d'entre elles ; la brigade n'est rien en dehors du système qui organise la synergie et en fait quelque chose d'infiniment plus puissant que la somme de ses éléments. Ce qui est fondamental, *c'est donc ce qui transforme la structure en système : le partage de l'information précise et actuelle.* D'où l'importance d'une part de la capacité d'acquisition de l'information (un bataillon pour la brigade, doté de senseurs divers et complémentaires !), d'autre part, de la capacité de gestion de l'information (une compagnie dont c'est le seul rôle!) et, enfin, la capacité à diffuser et à partager instantanément cette information : d'où l'importance de «*l'internetting*» déjà pratiquement au point grâce au système FBCB2 , véritable Internet tactique.

Au deuxième niveau, la force de la brigade, c'est sa capacité à exploiter cette information précise et actuelle.

Elle repose sur la mobilité tactique d'une part et sur les frappes indirectes de précision... mais l'on sait qu'il reste là un certain chemin technologique à parcourir.

Tout cela confère à la brigade la «*proactivité*» qui est fondamentalement recherchée. Puisque l'on domine l'information, on agit avant l'adversaire, contraint ainsi à n'être plus que *réactif* ; et l'on y croit tellement que la protection des hommes n'est plus conférée par le blindage «mal déployable», mais par la capacité de contrebatterie préventive !

Des interrogations

La première interrogation porte sur le contexte opérationnel d'emploi. Cette brigade a été conçue pour un engagement prioritaire dans des scénarios de type «Balkans». Il faut certes s'appuyer sur quelque chose pour construire, mais ne sommes-nous pas là, bien simplement, en train de préparer la guerre d'hier ?

On ne peut également manquer d'être frappé par le fait que l'US Army

semble aller volontairement contre son propre «style de guerre», pour reprendre l'expression de Weigley. L'US *Army* a toujours dominé d'abord par la masse, la puissance et la logistique ; or, elle admet ici qu'elle ne triomphera plus par le nombre et la qualité de ses plateformes mais par la domination de l'information et la perfection des synergies techniques. C'est finalement le combat décentralisé de petit niveau qui est brutalement redécouvert [7](#) ; il s'agit en fait d'une véritable révolution culturelle, comme l'est aussi le choix de privilégier les frappes de précision terrestres sur les feux puissants, d'attaquer les capacités-clefs (approche indirecte) plutôt que de chercher la destruction globale (approche directe américaine traditionnelle).

Changement culturel encore, la proclamation de l'importance du combat débarqué, chargé du succès décisif : c'est une démarche à 180° de la tendance «*stand-off*», pourtant plus dominante que jamais lors du conflit du Kosovo. On doit peut-être voir ici le reflet de la volonté de développer à nouveau l'esprit guerrier dans une armée qui l'estompe

un peu derrière le confort de la guerre virtuelle ; mais il y a là une prise de risque certaine, car il n'est pas de combat débarqué sans pertes et le sang répandu en terre étrangère est bien la première vulnérabilité des forces américaines.

On aura noté, au passage, quelques contradictions. Parmi elles, le choix de la structure générale des unités par exemple ; la structure ternaire a été retenue au motif officiel que, désormais, la suprématie en matière de renseignement éliminerait à coup sûr le «brouillard de la guerre» et que donc les réserves - raison d'être traditionnelle des quatrièmes unités - n'étaient plus nécessaires ; pourtant l'argumentaire d'emploi insiste lourdement sur le besoin d'en constituer à tous les échelons ! Ou bien l'emploi envisagé d'emblée non avec des *Medium Divisions*, mais avec des forces lourdes ou légères, alors que le discours initial prévoyait la disparition de cette différence.

Les études «*Army after next*» et la «*Strike force*», jusqu'à présent fleurons de la réflexion américaine, sont presque

ignorées du nouveau discours officiel et probablement promises à une disparition rapide, tandis que le Commandement de la doctrine s'est déjà lancé dans l'évaluation des conséquences de ces évolutions sur les programmes majeurs, *Crusader* (automoteur lourd d'artillerie) et *Commanche* (hélicoptère de reconnaissance) en particulier.

Deux brigades (Fort Lewis) sont désignées pour se transformer sans délais suivant les nouveaux principes, en tirant parti des nouveaux savoir-faire développés lors des expérimentations antérieures ; trois autres devraient suivre à court terme.

Ce ne sont là que les premières conséquences des nouvelles orientations données à l'US *Army*. Malgré la grogne de certaines chapelles qui a commencé à s'exprimer, elles ne manqueront pas d'être suivies de nombreuses autres transformations qui devraient, en quelques années, modifier considérablement une Institution qui entend «rester dominante quel que soit le conflit» ♦

- 1 11-13 octobre Washington D.C.
- 2 Ou Initial Brigade, ou Interim Brigade
- 3 L'US Army ne parle plus de «battlefield» (champ de bataille) mais de «battlespace» ; espace de bataille. Cette notion inclut non seulement les trois dimensions classiques, mais également par exemple la dimension électronique.
- 4 Cette contrainte impose la réduction des besoins de soutien matériel (obtenue en particulier par l'emploi d'une plate-forme unique de fiabilité accrue) et humain (le plafond est fixé à 3500 hommes, ce qui conduit à réduire au strict nécessaire tout ce qui ne participe pas directement au combat).
- 5 Pour l'US Army, la notion de «complex terrain» dépasse la notion française de terrain difficile et intègre tout ce qui rend la progression technique et tactique délicate ; et en particulier, bien sûr, les zones urbanisées.
- 6 Forces XXI Battle Command Brigade and Below
- 7 on en revient à des savoir-faire bien maîtrisés par d'autres armées !

LA TERMINOLOGIE : VECTEUR D'INFLUENCE

*par le lieutenant-colonel GARDERES
du CREDAT*

Issu d'un groupe de travail du CDE de Mercy Les Metz (57) ayant eu à traiter en 1997 et 1998 de la refonte du "Manuel d'emploi des termes et sigles conventionnels militaires", le Comité de Terminologie Militaire de l'Armée de Terre (CTMAT) a été créé officiellement au sein du Commandement de la Doctrine et de l'Enseignement Militaire Supérieur de l'Armée de Terre (CDES) le 1er février 1999 dans le cadre de l'organisation interne du Bureau Organisation du Commandement et Tactique générale (B1) du Centre de Recherche et d'Etude de Doctrine de l'Armée de Terre (CREDAT).



Composé de représentants des domaines de spécialités (experts des différentes Directions des Etudes et de la Prospective (D.E.P, ex-CETE), de ceux des grands commandements, des Forces et des écoles de formation de l'Armée de terre et placé sous la présidence d'un officier supérieur du CDES /CREDAT/B1, le CTMAT a depuis maintenant plus d'une année travaillé essentiellement sur la mise à jour et l'actualisation du "Manuel d'emploi des termes, signes et sigles conventionnels militaires" (TTA 106/1) réalisant, en collaboration avec la société RGA-AMISYS, la version numérisée de ce document.

Organe de proposition, de coordination interarmes et de concertation, le Comité de Terminologie Militaire de l'Armée de Terre est donc en charge de

TERMINOLOGY AS VECTOR OF INFLUENCE

The Army Committee for Military Terminology (CTMAT) has officially been created on February 1999 within the framework of the internal reorganisation of the Command and General Tactics office (G1) of the Army Research and Study Centre for Doctrine. It is under the control of the Army Command for Doctrine and Higher Military Education (CDES). The CTMAT is the result of a work group of the former Command for Training and Doctrine (of Mercy-les-Metz), which was in charge in 1997 and 1998 of restructuring the French «Field Manual for the use of conventional military terms and signs».

s'assurer de la cohérence entre les différentes positions exprimées par chaque arme et de réaliser une synthèse visant à éviter les confusions ou impropriétés de langage puis à produire une terminologie interarmes, ce "langage commun à toutes les armes".

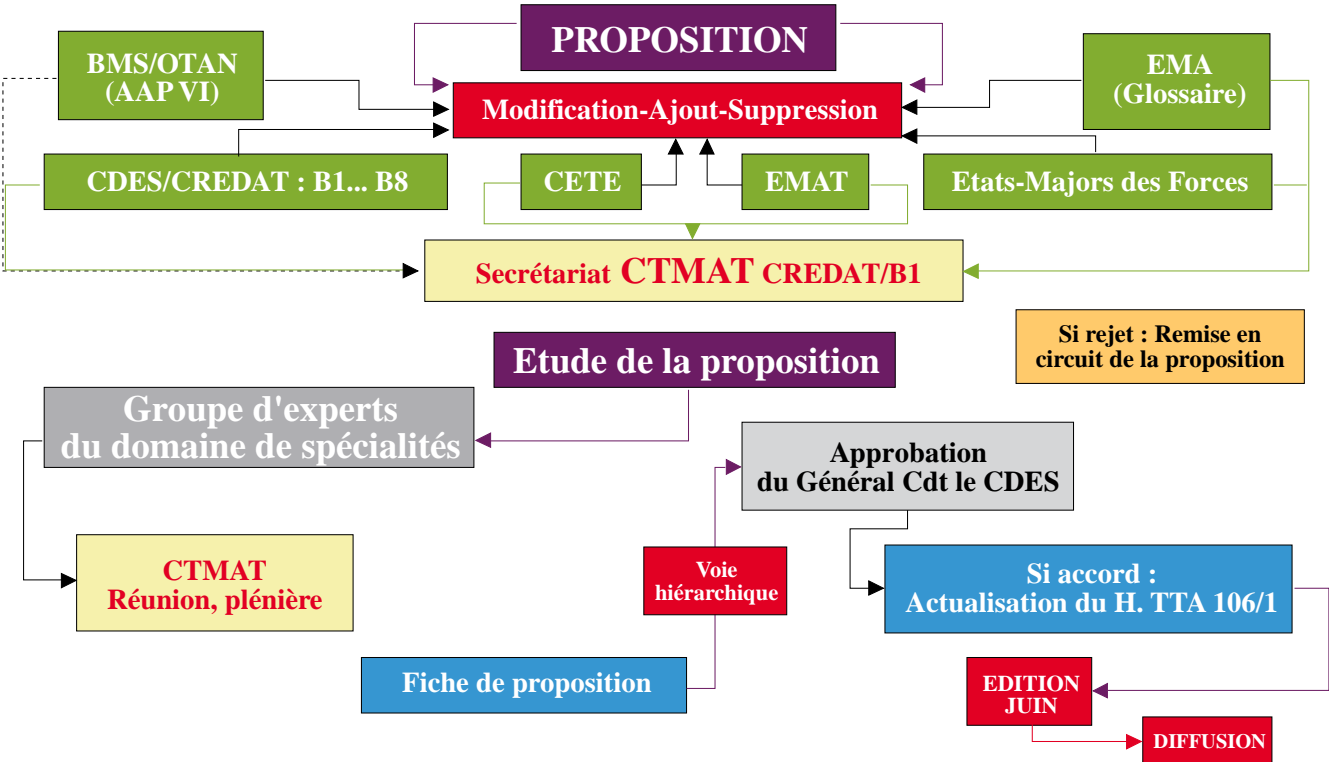
Devant assurer au sein de l'Armée de terre la cohérence terminologique et conscient de la nécessité "d'être entendu et compris" par les autres armées, le CTMAT s'est inséré comme maillon incontournable dans la chaîne de terminologie des armées.

Agissant comme expert de l'Armée de terre au profit du Comité de Terminologie Interarmées (CITA) piloté par la Division Emploi de l'Etat-Major des Armées, le CTMAT depuis 1999, sous l'impulsion de son Président et dans le cadre du CREDAT, s'est attaché à coordonner l'action de ses experts tout en assurant, face à l'évolution des relations internationales, une expertise "Armée de terre" auprès des groupes de travail internationaux. Par le biais de ses experts permanents de domaines de spécialités, le CTMAT assure ainsi une cohérence et un dialogue constant et bilatéral entre l'échelon interarmées et l'Armée de terre et ses différentes unités et formations. Le Comité de Terminologie Militaire de l'Armée de Terre se présente donc comme une structure dont l'efficacité réside dans sa souplesse. Il est le noyau dur de ce réseau d'experts

tise étendue. Le comité peut ainsi faire appel, dans le cadre de ses travaux, à des chaînes d'expertises ("satellites"), convoquées en tant que de besoin, permettant ainsi d'assurer la conservation de la terminologie, sa normalisation et sa diffusion large au sein de l'Armée de

terre, des autres armées et de l'extérieur. Les sollicitations pour avis terminologique peuvent également converger vers le Comité de telle sorte que des passerelles s'établissent entre les différents acteurs impliqués dans ces travaux de normalisation et de terminologie.

FONCTIONNEMENT DU CTMAT NIVEAU NATIONAL



Un exemple de ces travaux a été la publication, début 2000, d'un document numérisé de terminologie sous la forme d'un CD-ROM "Manuel d'emploi des termes, sigles et signes conventionnels militaires" (H.TTA 106), réalisé avec l'assistance des experts de domaines de spécialité pilotés par le CREDAT/B1, et dont la diffusion initialement prévue à un millier d'exemplaire a atteint, à travers le CD-ROM de l'Armée de terre, près de 13 000 exemplaires.

Il est à noter aussi sa très large contribution, dans son domaine de compétence et au titre de la cohérence terminologique interarmées, à la réalisation en 1999 du "Glossaire interarmées relatif à l'emploi opérationnel forces", au sein du CITA de la Division Emploi de l'Etat-Major des Armées.

A compter du mois de février 2000 le CTMAT, sur demande du Général Major Général et agissant dans le cadre de son expertise Terre, sera mis à contribution pour la réalisation par le Comité de Terminologie Militaire, d'un "Glossaire Interarmées des Relations Internationales et stratégiques" [2](#).

Cette dernière étude, dont la durée du mandat sera de deux années, reconnaît le CDES/CREDAT/CTMAT comme un partenaire essentiel de l'Etat-Major des Armées aux travaux de terminologie, de néologie et de lexicographie militaires tant du niveau interarmées qu'international.

C'est la prise en compte de la nécessité de cohérence terminologique entre l'Armée de terre et les autres armées, intégrant le besoin avéré de coordination tant nationale qu'internationale, qui a conduit le CDES/ CREDAT, à travers son Comité de Terminologie, à apporter une aide importante et essentielle au CITA.

Le CTMAT, par le biais de recherches spécifiques et des travaux de ses membres (bureaux du CREDAT, correspondants des domaines de spécialité et des grands commandements et écoles de formation, etc.), a depuis plus d'un an manifesté systématiquement sa présence et assuré une participation accrue aux instances de terminologie française tant militaire que civile.

Cette participation à la chaîne de terminologie civile, particulièrement active, s'est exprimée essentiellement à l'occasion des études et travaux réalisés au profit de la Commission Spécialisée de Néologie et de Terminologie de la Défense (CSNTD), puis en soutenant activement les travaux de la Délégation Générale à la Langue Française (DGLF) et en intervenant, dans les domaines spécifiques de la défense et plus particulièrement de ceux de l'Armée de terre, auprès des instances de la francophonie, en contact permanent avec ses homologues du Canada, de la Belgique et du Luxembourg.

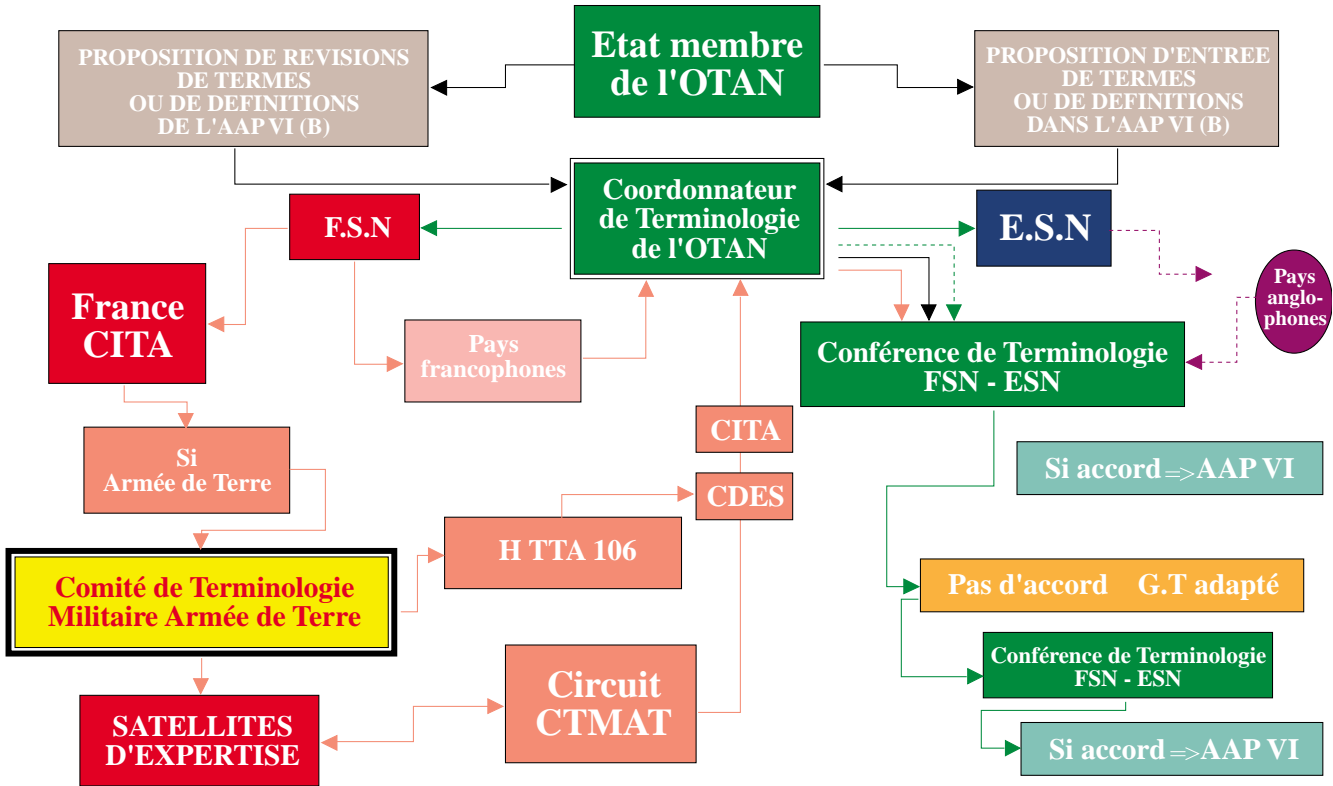
La participation du CTMAT, en tant que représentant de la Défense, et ses interventions remarquées aux divers travaux de terminologie et de lexicographie du Comité de rédaction du dictionnaire de l'Académie Française sont des manifestations supplémentaires et concrètes de son implication dans ce domaine essentiel qu'est la terminologie. Il contribue ainsi à l'élaboration des arrêtés ministériels relatifs à la langue française, dans les domaines d'application militaires de la défense.

Partie intégrante et vitrine du CDES/CREDAT dans le domaine de la terminologie depuis le 1^{er} février 1999, le Comité de Terminologie Militaire de l'Armée de Terre, sous l'impulsion du chef de Centre et du Président du Comité, a considérablement intensifié et

diversifié, en application des directives données au CITA par le Chef d'état-major des armées, sa coopération terminologique internationale selon plusieurs lignes directrices, dont les plus marquantes sont résumées ci-après :

Depuis la reconnaissance, en 1949, de l'anglais et du français comme les deux langues officielles, à égalité, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la nécessité de les rapprocher et d'harmoniser les termes militaires qu'elles véhiculent s'est imposée comme une évidence.

FONCTIONNEMENT EXPERTISE TERRE INTERNATIONALE (OTAN)



Dès lors, les différents travaux de normalisation de terminologie consacrés à cet objectif doivent permettre aux francophones et aux anglophones une compréhension mutuelle et l'élaboration à l'usage des Etats membres de l'OTAN de textes de référence bilingues.

Créé en 1951, le Bureau Militaire de Standardisation (BMS) de l'OTAN a la charge de cette mission.

En tant qu'organisme de la partie militaire de l'OTAN chargée de mettre au point et de promulguer les accords de normalisation de l'OTAN, il a notamment pour rôle, en matière de terminologie, de tenir à jour le "Glossaire OTAN des termes et définitions à usage militaire", également appelé AAP6 (*Allied Administrative Publication n°6*).

Ce glossaire contient les termes et définitions d'usage militaire général approuvés, dans leurs versions française et anglaise, par tous les Etats membres de l'Alliance atlantique.

L'élaboration de ce glossaire implique six comités regroupés en deux commissions : l'une francophone (France, Belgique, Canada francophone), l'autre anglophone (Royaume-Uni, Etats-Unis, Canada anglophone). Tout au long de l'année, des contacts sont entretenus entre elles et avec le coordinateur de terminologie du BMS.

Ils feront l'objet d'études et de recherches approfondies afin de juger de l'opportunité d'inclure ou de retirer des termes du glossaire. Outre ce document de référence, de nombreux ouvrages techniques de terminologie sont publiés par les groupes de travail terre, air, mer et interarmées.

A compter de la fin 1998, les activités de la Conférence de terminologie de l'OTAN se sont considérablement accrues, du fait de l'évolution du concept stratégique de l'Alliance et de son ou-

verture à l'Est, notamment par la montée en puissance du Partenariat pour la Paix. Les décisions du sommet de Washington et la mise en place de la nouvelle structure, à compter de la fin 1999, suscitent une nouvelle terminologie que le Comité de terminologie Interarmées soutient par ses travaux, soucieux de la voir introduire au même niveau et en même temps que la terminologie en langue anglaise.

Cette préoccupation a conduit le CITA et le CTMAT à accroître leurs participations jusqu'à ce que le Bureau Militaire de Standardisation prenne comme habitude de consulter la France en amont de toutes les décisions de normalisation terminologique. Ceci a permis, notamment, d'insérer la terminologie française comme base de tous les documents du Comité militaire relatifs à la nouvelle structure, et cela dès la finalisation des travaux de l'Equipe de l'Etude à long terme (*LTS Team*). Le CTMAT, au sein du CITA et assisté des experts d'armées et de l'EMIA, participe à toutes les réunions de concertation internationale organisées par l'OTAN

dans le domaine de la normalisation terminologique.

□ Programme de terminologie OTAN / RUSSIE

Ce programme a été créé par décision conjointe du secrétaire général de l'OTAN et du gouvernement russe, afin de relancer la coopération dans le cadre de l'Acte fondateur OTAN/Russie, signé en mai 1997. L'OTAN a demandé l'aide des Etats membres pour soutenir ce programme. La France, sous l'impulsion du CITA et du CTMAT, est devenue "Etat-soutien" du programme, fournissant seule une équipe d'experts en vue de la création d'un glossaire "OTAN/Russie/France des termes politiques et militaires contemporains". Ce programme, où la France fournit une expertise dans les trois langues de travail (anglais, français et russe), est aujourd'hui le seul programme de coopération OTAN/ Russie, par attrition des autres projets, à la suite des événements politiques survenus en 1999.

L'ouvrage devrait être publié conjointement par l'OTAN et la Fédé-

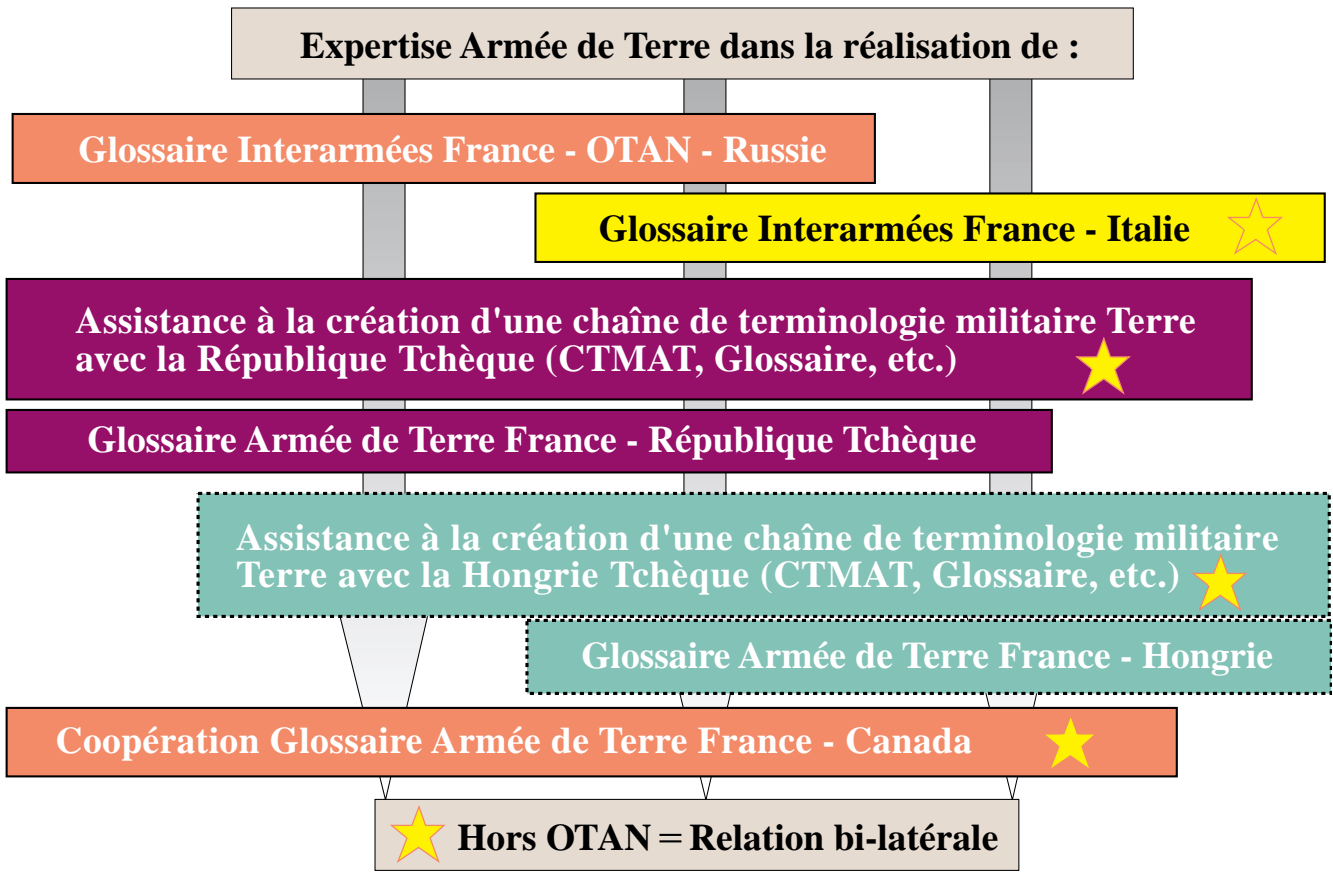
ration de Russie en décembre 2000. Il constituera une vitrine importante du savoir-faire et de l'aide que la France a pu apporter à l'Alliance atlantique et représente une action concrète et efficace

du soutien actif de la langue française au sein de cette organisation.

La partie russe a, même aux moments les plus tendus des relations Rus-

sie/OTAN lors des événements récents du Kosovo, clairement indiqué sa très grande satisfaction de l'aide qu'apporte la France dans le cadre de ce programme et a souvent privilégié le rapport bilatéral entre nos deux pays et cela, plus particulièrement dans les domaines spécifiques de la tactique et de la doctrine de l'Armée de terre française.

ASSISTANCE ET COOPERATION INTERNATIONALE



□ Programme de terminologie et de normalisation franco-tchèque

Sur sollicitation de la partie tchèque, siégeant pour la première fois en tant que membre de l'Alliance atlantique en 1999, une coopération bilatérale s'est établie, concrétisée par une visite des présidents du CITA et du CTMAT en République tchèque en novembre 1999. Cette ligne de coopération a été inscrite au plan de coopération franco-tchèque pour 2000. Une visite retour de la partie tchèque est prévue pour avril 2000. La république tchèque a apprécié la proposition française de lui fournir une aide et des conseils dans le montage de ses services de terminologie (architecture d'une chaîne de terminologie de l'Armée de terre, création d'un Comité de

Terminologie Militaire de l'Armée de Terre, etc...)

L'attitude observée chez nos camarades tchèques tend à montrer que la France constitue une alternative sérieuse à la présence significative des Etats-Unis et de l'Allemagne en Europe Centrale.

La coopération mise en route peut s'articuler autour de trois axes majeurs, réalisables sur deux années de coopération, à compter de mars 2000 :

- Conseils de la partie française dans le domaine de la coordination de la normalisation,
- Création d'un ouvrage de terminologie militaire terrestre franco-tchèque ou, de préférence, franco-anglo-tchèque, de niveau opératif et tactique,
- Création d'un ouvrage de terminologie militaire interarmées franco-anglo-tchèque, de niveau stratégique.

Un groupe d'experts franco-tchèque doit être constitué à cet effet au début du premier trimestre, courant février 2000.

❑ Perspectives d'avenir

La présence dans les instances de la francophonie et dans les cénacles internationaux d'une expertise française reconnue dans ce domaine représente un important facteur d'influence de la pensée militaire française et, par-là, contribue notamment au sein de l'Alliance atlantique, au soutien de la langue française.

Les dividendes de cette présence depuis 1998 suscitent de nouveaux axes de coopérations, qui devraient être engagés au cours des années 2000 et 2001, la liste n'en étant pas exclusive :

- Etablissement de liens en vue de la création de services terminologiques militaires ou conseils en matière de normalisation et d'interopérabilité au sein de l'Alliance avec les deux autres nouveaux membres : la Pologne (répondant à un souhait de l'EMA/EA/ CITA) et la Hongrie sur souhait et propositions de cette dernière,
- Instauration d'un programme de terminologie militaire avec la Roumanie, priorité désignée de l'Autorité politique,

- Soutien par la France, dans les mêmes termes et avec la même visibilité que le programme OTAN/France/Russie, d'un programme de terminologie OTAN/ Ukraine, réalisé dans le cadre de l'Acte fondateur (sollicitation du conseiller politique du Secrétaire général de l'OTAN pour les relations avec les Etats issus de l'ex-URSS).

L'évolution des relations internationales et des opérations interarmées multi-nationales a mis en évidence la nécessité d'une normalisation des procédures et du vocabulaire et l'impératif, en opérations réelles, de disposer de règles d'engagement comprises de tous. Les Comités de terminologie (CITA et CTMAT), conscients de ces évolutions se sont adaptés à ces nouvelles réalités et œuvrent à la coordination et à la création de cette nouvelle terminologie que suscitent les différents changements des structures et des doctrines d'emploi des organisations internationales et des Etats ♦

NOTES

- 1 Le Comité sera, dans le cadre de cette étude, renforcé d'un stagiaire en DESS d'industrie de la langue.
- 2 Créé en 1959, le Comité de Terminologie Atlantique avait pour mission d'assurer, "en liaison avec nos alliés de langue française", la réalisation et l'harmonisation des traductions proposées par le BMS. Dès lors ce fut le CITA qui représenta la France dans le cadre des travaux d'élaboration de l'AAP6. Fonctionnant sans véritable texte réglementaire définissant son rôle, son organisation son fonctionnement et les modalités de désignation de ses membres, l'instruction du 13 mai 1988 vient remédier à ce vide juridique, source de confusion et d'absence de ligne directrice. Afin de donner au CITA sa vitesse de croisière, un virage décisif a été pris en 1996 avec la publication de l'instruction 464 qui, tout en lui conservant son sigle originel, CITA, lui donne la dénomination moins restrictive de "Comité Interarmées de Terminologie Militaire". Ce choix témoigne d'une volonté d'élargissement des attributions du Comité. Tant au niveau national qu'international, le CITA cesse de n'être qu'un organe de travail lié à l'OTAN pour devenir "la référence interarmées en matière de terminologie militaire à usage général".

ANALYSE DE DOCTRINE ÉTRANGÈRE : «FUTURE WARFARE»

par le lieutenant CADET
du Centre de recherche du CDES



Dans le cadre de ses études, l'" Army War college", organisme de réflexion de l'Armée de terre équivalent à un premier niveau du Centre des Hautes Etudes Militaires (National War College), présente le résultat de ses études sur les guerres du futur à l'horizon 2010 - 2025, dans un livre intitulé "Future Warfare-Anthology" ¹, sous la signature du Général de division R. Scales ².

Ces études ne font pas partie de la doctrine officielle, mais permettent de nous éclairer sur l'état des réflexions de la première puissance mondiale militaire et sur ses orienta-

tions en la matière. Cet article nous propose un condensé de cet ouvrage.

"Future Warfare-Anthologie" traite des guerres futures à l'horizon 2010 - 2025. Les thèmes développés sont les suivants : les cycles de la guerre, la préparation pour le conflit au 21^{ème} siècle, les menaces en 2010, la manœuvre du 21^{ème} siècle, les défis de demain, la confrontation des visions, l'approche indirecte dans les opérations en zone urbaine du futur, le besoin d'une coopération internationale.

L'ouvrage présente la période actuelle comme comparable à celles que les Etats Unis ont connu en 1919, 1941, 1973 : une modification du contexte global d'engagement et des actions que doivent entreprendre les forces armées américaines pour faire face à leurs nouvelles missions.

FUTURE WARFARE

The thesis of this article was tailored for a specific reading audience, but, in a broader sense, it is an attempt to contribute to the national defence debate in the long term. The Americans must develop a long-range vision of the America's Army beyond 2010 that will communicate both a realistic outline of future warfare and the broad organisational concepts that will underscore future capabilities.

Cette modification reste liée à l'évolution de la menace. Aujourd'hui, la menace est définie comme diffuse "no clear threat" et de nature asymétrique dans un environnement stratégique "opaque" et "incertain". L'auteur souligne aussi l'incapacité des forces armées américaines à préparer la prochaine guerre et met en avant des facteurs extérieurs tels la lenteur des autorités politiques à répondre aux défis de l'Histoire (engagement tardif dans la 2^{ème} guerre mondiale).

Se préparer pour la prochaine guerre ou pour de nouveaux challenges demeure essentiel.

Pour cela, l'accent doit être maintenu sur l'entraînement des forces à faire face à tous types de menaces (symétrique et asymétrique) ainsi que sur la formation des décideurs militaires.

La "préparation mentale" sera plus importante que la "magie technologique". Cette préparation mentale consistera à reconnaître "les constantes de la Guerre" (sa nature, ses ambiguïtés, ses frictions) ainsi que les nouveautés.

Ici, la technologie est ramenée à son juste niveau : elle permet l'acquisition de données utiles par les systèmes d'information ou une supériorité technique, mais ne "peut révéler les intentions de l'ennemi". L'avantage d'un système reposant sur l'humain et non principalement sur la technologie réside dans sa flexibilité et ses capacités d'adaptation (leçon de la guerre du Vietnam, de la guerre de Corée). Il faut aujourd'hui que les décideurs militaires américains

comprennent que la technologie n'offre que des capacités et non des victoires.

LES CYCLES DE LA GUERRE

Le cycle du changement de la nature de la guerre est particulièrement difficile à comprendre et encore plus à anticiper. En outre, l'expérience et la pratique dans ce domaine sont heureusement assez rares. Les militaires doivent alors s'en remettre à des laboratoires de combat (*combat lab*) pour acquérir plusieurs types d'expériences.

Avant l'ère industrielle, le cycle de changement était long (parfois plusieurs siècles). Les facteurs de changement étaient clairs : la politique, la démographie, les différends entre nations. Les militaires pouvaient donc se fier à leurs expériences passées pour affronter les nouveaux défis avec confiance. L'ère industrielle a amené de "nouvelles technologies pour tuer". Ces dernières ont révolutionné le cycle de la guerre. Le rythme des découvertes technologiques en la matière a aussi accéléré celui des conflits. Le laboratoire d'histoire permet à l'US *Army* de bénéficier d'une

analyse de ces nouveaux cycles en fonction des évolutions technologiques.

Ces dernières ont élargi le champ de bataille en espace de bataille (la zone mortelle passe de 1 km en 1885 à 250 km en 1991) et ont accéléré la vitesse d'opération qui passe de 2,5 km/h en 1885 à 40 km/h en 1991 à 210 km/h en 2010. Les phases offensives et défensives ne portent plus uniquement sur les champs matériels, mais aussi sur les champs immatériels (mental).

L'acquisition de certaines technologies (NBC) par de "petits pays" ou des groupes d'intérêts donnent lieu à l'apparition de nouvelles menaces (asymétriques). Une victoire militaire ne suffit plus. "L'objectif n'est donc pas de tuer l'ennemi, mais de briser sa volonté de résister". Alors la puissance de feu ne peut être déterminante ; on lui préférera l'extension de l'influence et du contrôle par la force si nécessaire.

Afin d'éviter les guerres d'attrition et de trop nombreuses pertes en vies humaines, il sera donc essentiel de trouver une "symbiose fragile, mais nécessaire,

entre la capacité à tuer et à manœuvrer" (volonté et précision des effets). Le laboratoire a défini quatre grands cycles dans l'histoire des USA sur deux âges :

- Age industriel :

- 1885 – 1917 cycle défensif,
- 1918 – 1961 cycle offensif,
- 1961 – 1991 cycle défensif,

- Age de l'information :

- 1991-2010 et au-delà cycle offensif dans les champs matériels et immatériels.

Nous sommes aujourd'hui dans le quatrième cycle de l'âge industriel et le premier de l'information. Il semble évident pour l'auteur qu'il faudra restaurer les actions offensives comme forme dominante d'action de combat et de manœuvre.

LA PRÉPARATION POUR LE CONFLIT AU 21^{ème} SIÈCLE

Les propositions récurrentes visant à substituer une technologie avancée à des capacités militaires conventionnelles sont l'exemple type de la croyance américaine aux bienfaits de la science qui pourrait apporter des solutions simples à

des problèmes humains complexes. Les leçons apprises montrent que la supériorité technologique ne garantit pas le succès. Une des constantes de la guerre est son caractère imprévisible. Le succès découle de la synergie des efforts dans plusieurs domaines et non de la concentration des efforts sur un axe unique. La prochaine guerre des USA sera vraisemblablement comme les dernières "gagnée ou perdue au sol".

Depuis la fin de la Guerre Froide, le gouvernement américain se trouve engagé dans le troisième programme de réévaluation de ses besoins militaires présents et à venir. Le résultat de ce dernier programme risque d'influencer fortement l'organisation et l'équipement des forces armées. Un réexamen de ces capacités nécessite une vision claire de ce que sera la guerre du futur. Les voix qui s'élèvent en faveur de la suprématie technologique au détriment des "forces terrestres" sont dès lors inquiétantes, car elles ne tiennent pas compte des erreurs du passé.

Les conflits dans l'environnement géopolitique à venir se trouveront principalement sur les lignes de fracture

économique (pays riches, pays pauvres), culturelle, ethnique et religieuse ou encore démographique. L'œuvre de Clausewitz est d'actualité par le fait que la vision de la guerre qui y est développée "n'est pas linéaire".

La préparation pour le conflit au 21^{ème} siècle ne peut se limiter à la mise en dotation de nouvelles technologies, il faut former les esprits aux réalités du monde et entraîner les hommes à tous types de conflit (*full spectrum dominance and versatility*).

LA MENACE 2010 : L'ENNEMI QUI S'ADAPTE (*ADAPTIVE ENEMY*)

L'idée maîtresse de ce paragraphe peut se résumer de la façon suivante : "l'histoire de la guerre nous montre que tout avantage militaire dominant cède à une réponse compensatoire ". La supériorité militaire des USA dérive de leurs capacités "remarquables" à traduire leurs innovations technologiques et industrielles en un avantage effectif sur le champ de bataille. Mais le développement par un ennemi créatif d'une nou-

velle méthode de combat échappant à nos préoccupations et se substituant à nos capacités technologiques n'est qu'une question de temps.

L'âge de l'information risque de bénéficier à un grand nombre de "concurrents potentiels". L'accès à l'information est de plus en plus aisé. Les concurrents pourront adapter ces nouvelles technologies à leur besoin de guerre sans en dépendre, à l'instar des grandes puissances. L'âge de l'information est appelé par l'auteur "un allié neutre".

LA MANŒUVRE DU 21^{ème} SIECLE

"Les victoires sont le fruit de massacres et de manœuvres. Plus le général est grand, plus il contribue à la manœuvre et moins les massacres sont nécessaires " (Winston Churchill)

La manœuvre du 21^{ème} siècle devra intégrer des constantes de la guerre décrites mais aussi les facteurs de changement. L'un de ces facteurs est la nature de l'ennemi et de la menace (asymétrique). D'autres aspects tels que "la té-

nacité, la patience ou le sacrifice à la cause" de l'ennemi sont à prendre en compte. La technologie ne peut faire face à la détermination. "L'ethos et la volonté" du soldat peuvent alors être un facteur décisif dans la manœuvre du 21^{ème} siècle.

De plus, il est nécessaire de définir précisément le but de la manœuvre (détruire, créer le chaos, faire douter l'ennemi...). La manœuvre se déroulera le plus souvent loin du territoire national, dans des contrées éloignées et inhospitalières. L'éloignement et l'hostilité auront des conséquences sur la logistique, la protection des forces et donc sur le moral des troupes. La vitesse d'action est alors déterminante pour le succès et le coût de l'opération. Les manœuvres impliqueront plus de technologie et moins d'hommes au km² (Guettysburg 26 000 hommes au km², 1^{ère} guerre mondiale 3 000 hommes au km², Guerre du Golfe 1 compagnie méca pour une manœuvre similaire suffirait). Dans l'espace de bataille du 21^{ème} siècle, les centres de gravité de Clausewitz et les points décisifs de Jomini ne seront plus aussi aisément identifiables. Ils seront

encore moins centrés ou concentrés géographiquement.

Faut-il alors orienter la manœuvre décisive vers un effondrement moral et psychologique de l'ennemi dans le futur ? La question est posée par l'auteur. Ce dernier rappelle encore une fois que la guerre est un équilibre entre la capacité à manœuvrer et la capacité à détruire. Il faut donc à la fois être présent sur les champs matériels (contrôle de zone "*area control*") et dans les champs immatériels.

LA CONFRONTATION DES VISIONS

Ce passage traite de la confrontation des visions des différentes armées (air, terre, mer). Cette confrontation, qui semble aujourd'hui "classique", est toujours d'actualité et ce dans plusieurs pays. Elle porte sur l'éternelle question : "quelle force remporte la bataille pour la décision ?". Ce passage semble montrer que de l'autre côté de l'Atlantique la Marine est un allié de l'Armée de terre quant il revient de trancher cette question. La décision peut venir de l'air, mais la victoire se remporte au sol [3](#).

L'APPROCHE INDIRECTE DANS LES ZONES URBAINES

Les zones urbaines sont des terrains particulièrement complexes pour le combat. Chaque soldat a des souvenirs de Berlin, Stalingrad, Hue ou Beyrouth. Les pertes en zone urbaine sont plus élevées que sur des terrains ouverts. Alors même si bien des militaires préféreraient éviter le sujet, il faudra y revenir car ce sera vraisemblablement un des terrains privilégiés de nos futurs opposants.

Une façon pour l'ennemi du futur de contrebalancer la supériorité technologique et numérique des USA sera de se fondre dans les villes et dans la masse. L'ennemi cherchera à occuper les positions clés et les centres de gravité nationaux pour empêcher toute intervention américaine sans dommage. Ces dommages sur des objectifs civils modifieraient la perception que les civils ont des troupes américaines au profit des opposants.

Les forces américaines seront confrontées à de nombreux dilemmes en la matière qui réduiront leur vitesse

d'action et leur mobilité. Dans un conflit conventionnel symétrique, les ennemis conscients des effets et des conséquences destructrices du combat en zone urbaine l'éviteront. Un ennemi (armée, groupe,...) désespéré ou de taille inférieure et moins bien équipé (menace asymétrique) pourra décider de transposer le combat en zone urbaine.

L'environnement urbain est multidimensionnel. Il inclut le sol, le sous-sol et la troisième dimension (chaque bâtiment peut abriter des ennemis). Cet environnement réduit les capacités de communication (structures métalliques et de béton) et donc les capacités de C2. Le soldat a conscience de ces difficultés qui jouent sur son psychisme. De plus, les zones urbaines sont de plus en plus peuplées (en 2025 plus de 70% de la population mondiale vivra en ville). Les villes pourront dépasser les 10 millions d'habitants. Les problèmes d'infrastructures et les besoins sociaux risquent d'aggraver le problème. Les clivages riches-pauvres, ethniques, religieux et culturels y seront criants. Ces zones urbaines deviendront aisément des foyers de troubles, de maladies, de violences et

d'oppositions. Au cours des vingt dernières années, un tiers des déploiements militaires américains se sont fait en zone urbaine. Ce chiffre est en augmentation. Cet environnement met tous les intervenants sur un même pied d'égalité quelles que soient les capacités technologiques des uns ou des autres.

L'approche indirecte consiste à utiliser le facteur temps : "la patience". L'incapacité de l'ennemi à subvenir aux besoins de sa population risque de provoquer un basculement de situation en notre faveur.

Dans le cas de groupes armés réfugiés en zone urbaine, il faut exploiter leurs erreurs (terrorisme urbain) et éviter d'en commettre (dommages collatéraux ou attaques sur les centres de gravité culturels, financiers ou politiques ayant les faveurs de la population). Il est préférable que la ville ne soit pas hostile à notre intervention. L'approche indirecte peut aussi consister à identifier et neutraliser les réseaux de financement, d'approvisionnement ou d'armement de ces opposants.

L'approche indirecte repose encore sur les théories développées par Liddel Hart. Elle vise à la "dislocation de l'équilibre physique et psychologique de l'ennemi". Cette approche est aussi possible en zone urbaine.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Ce chapitre développe le problème de la coopération militaire. La question est la suivante : "les coalitions militaires sont-elles des reliques politiques du

passé ou des instruments viables pour des grandes puissances ?".

Certains experts estiment que les coalitions militaires sont en voie d'extinction. De plus, ils considèrent que le fossé technologique qui sépare de plus en plus les USA des autres nations risque de rendre toute coopération avec une nation n'ayant ni la même doctrine, ni le même langage, ni la même culture ou la même technologie difficile, pour ne pas dire impossible !

Le livre du général Scales, ancien adjoint du TRADOC, marque des simi-

litudes d'analyse sur l'évaluation de la menace, l'utilisation de la manœuvre indirecte et la place de la technologie par rapport à la doctrine et l'entraînement. Cette approche d'une technologie subordonnée à la doctrine tranche avec la vision que les Européens peuvent avoir de la super-puissance américaine.

Mais cette dernière ne représentait qu'un courant mineur dans la pensée militaire actuelle. Il n'en est pas de même pour sa vision de la coopération... ♦

NOTES

1 Guerre future-anthologie.

2 JR édité par le US Army War College en mai 1999.

3 Les chapitres sur le rapport concernant le projet AAN au CEMAT et sur l'interdépendance de la doctrine, de la science et de la technologie ne seront pas traités. Le projet AAN n'est pas annulé, mais le nouveau CEMAT US a décidé de le renommer et de changer ses orientations.

CONCOURS CSEM 99

BILAN ET ENSEIGNEMENTS

par le commandant HIRIGOYEN
chef de la cellule concours du bureau activités du CDES

ANALYSE DES RESULTATS DU CONCOURS 1999 D'ADMISSION AU COURS SUPERIEUR D'ETAT-MAJOR EN 2000 (113^{ème} promotion)

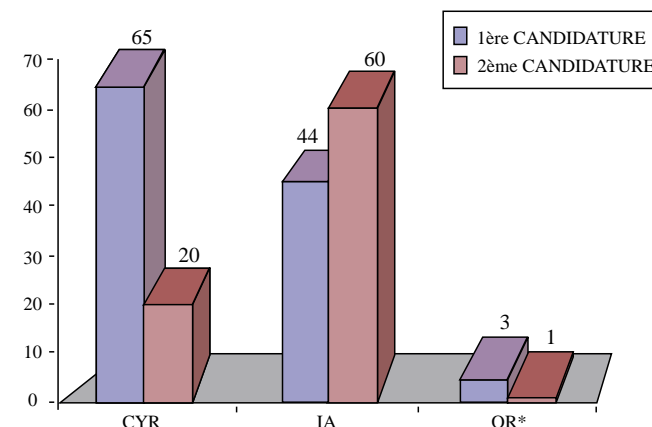
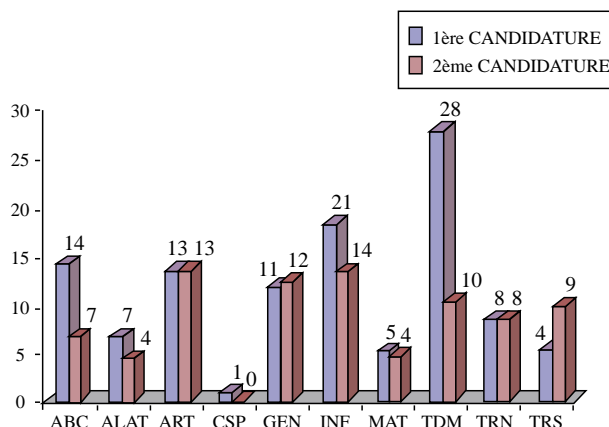


Le concours s'est déroulé les 4, 5 et 6 mai 1999 (épreuves écrites) et du 15 novembre au 09 décembre 1999 (épreuves orales).

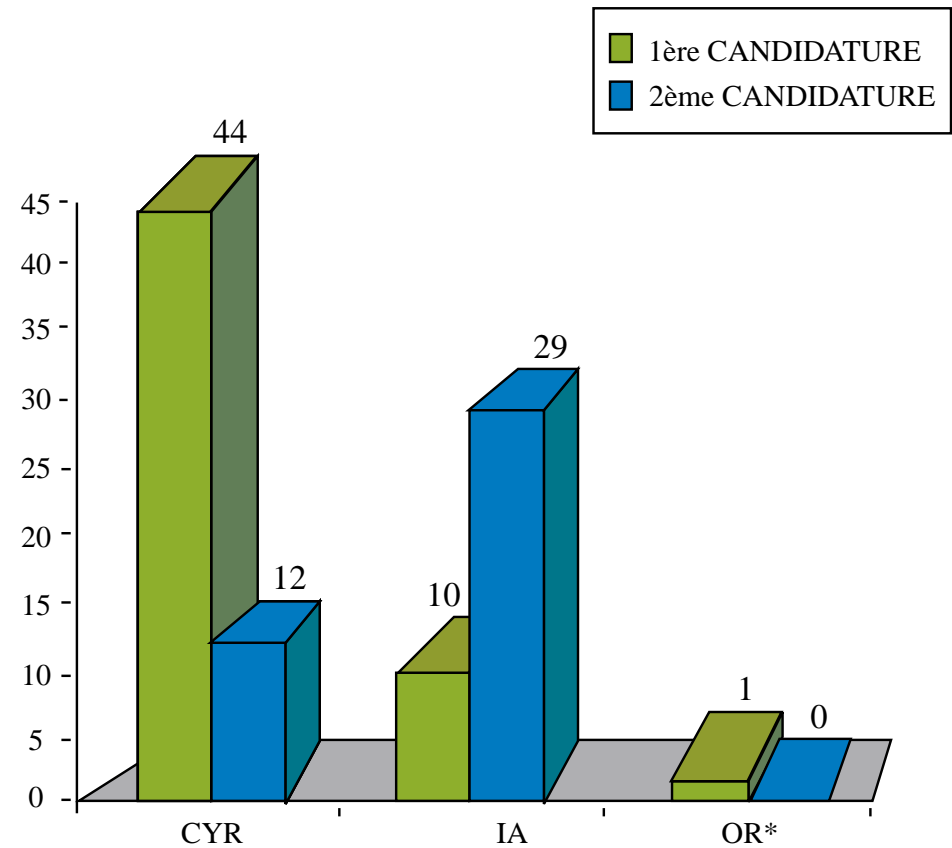
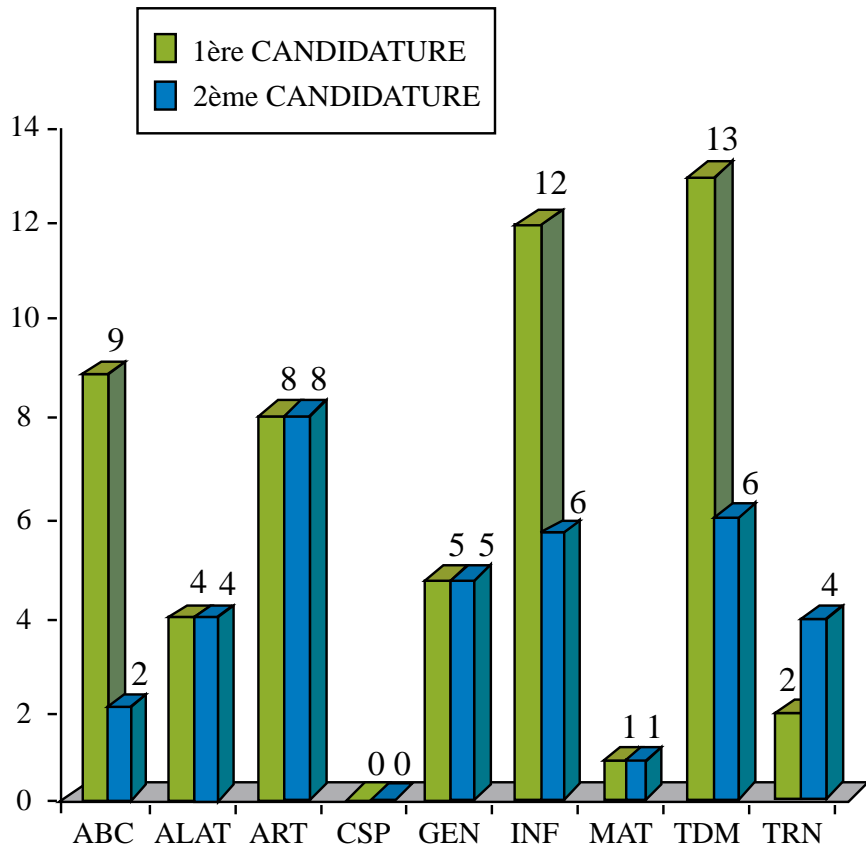
- 193 candidats ont composé ; 112 était en première candidature.
- 96 candidats ont été admissibles soit 49,7%.
- 46 candidats ont été admis soit 47,9% des admissibles.

Ce concours était le dernier issu de la réforme de 1993. A partir du concours 2000 d'admission au CSEM en 2001, l'admissibilité sera déterminée par les résultats à trois épreuves au lieu de quatre (16, 17 et 18 mai 2000) ; les épreuves orales d'admission seront remplacées par une seule épreuve effectuée sous la forme d'un entretien (11/2000).

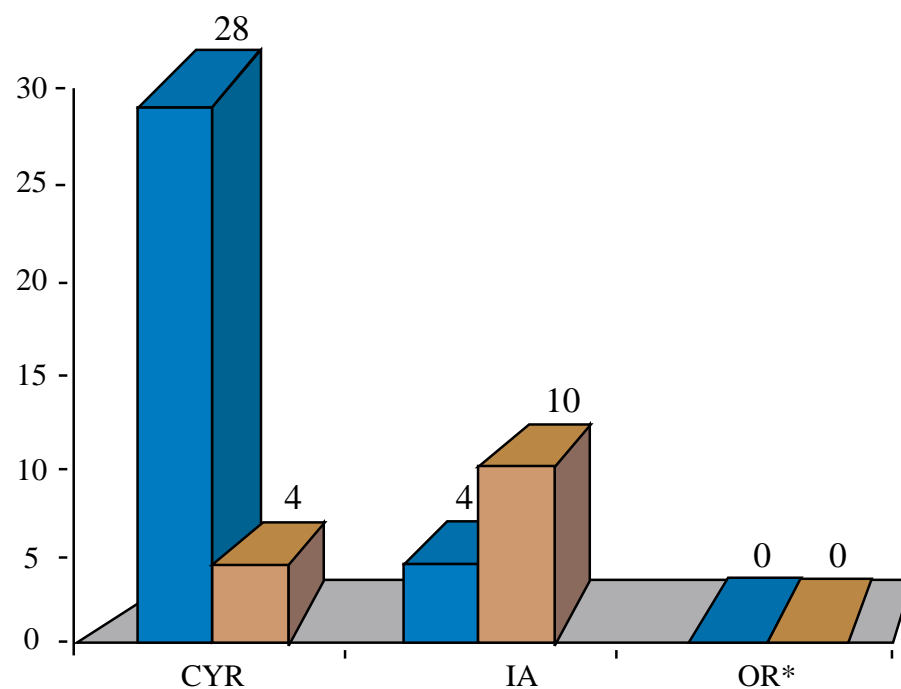
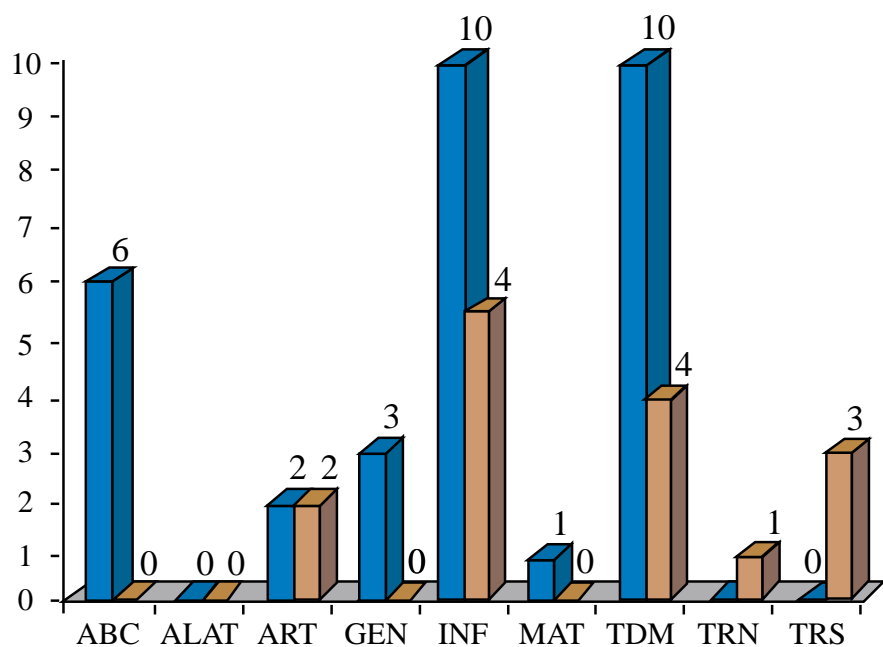
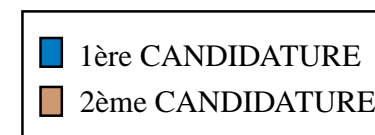
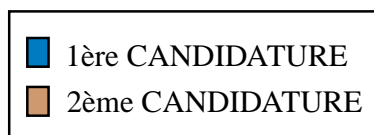
Répartition par origine et par arme des candidats



Répartition par origine et par arme des admissibles



Répartition par origine et par arme des admis



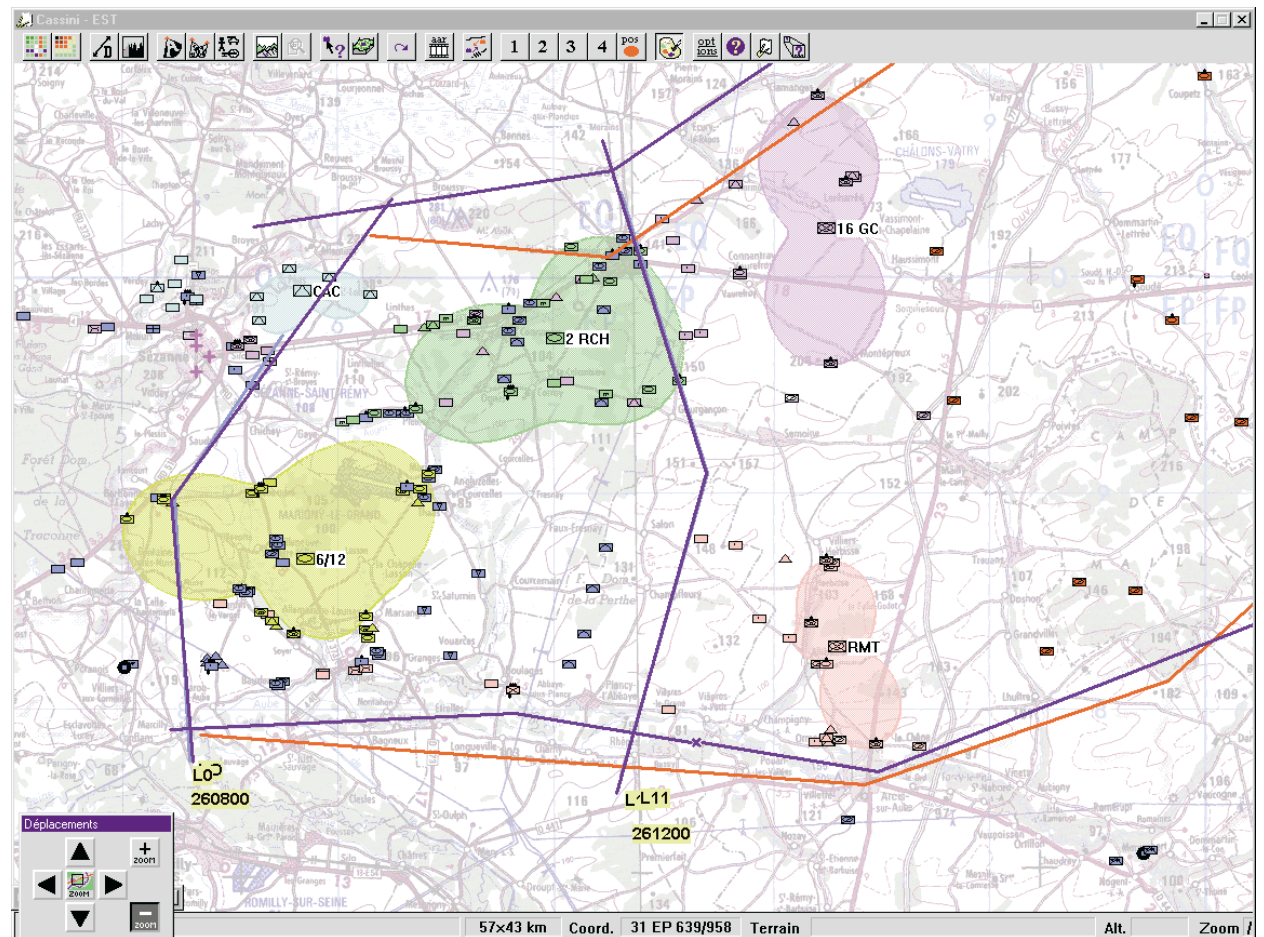
Pour tout renseignement, s'adresser au commandant Hirigoyen :
 tél : 821 753 35 85 ou 01 44 42 35 85

CASSINI : OUTIL D'AIDE À L'ANALYSE APRÈS ACTION DES ENTRAÎNEMENTS DES PC DE NIVEAUX 2 ET 3

*par le chef de bataillon (TA) CABON du CROSAT
directeur du projet BBS - FRANCE*



Dans le cadre de leur entraînement, les PC de brigades et à terme les EMF effectuent des rotations au CEPC (Centre d'Entraînement des Postes de Commandement) de Mailly. Si les périodes de combat permettent effectivement aux joueurs de s'entraîner, une équipe d'analystes passe au crible ces périodes de combat pour en effectuer une exploitation pédagogique lors de séances d'analyse après action. CASSINI est l'outil informatique, développé par le CROSAT, utilisé lors de ces séances de 3A.



CASSINI : AN ANALYSIS TOOL FOR THE TRAINING OF CPs (levels 2 ans 3)

Within the framework of operational training, CPs and in terms Force HQs will rotate at the Training Centre for CPs (CEPC) in Mailly. Combat periods offer players an efficient training at the centre. Then an analyst team study deeply these periods to draw lessons. CASSINI is a software developed by the CROSAT (Operational Research and Simulation Centre of the Army). It is used during the triple A phase.

CASSINI DANS LE CONCEPT 3A

La 3A est définie comme une "démarche pédagogique d'optimisation des faits et des moyens à l'issue de toute séquence de combat simulé". L'émergence du concept de 3A est consécutive aux nouveaux besoins pédagogiques issus des créations du CENTEX et du CEPC en 1994 et de l'utilisation de JANUS au CSEM.

Pour une analyse plus approfondie de ce concept, lire les deux excellents articles du colonel Collot d'Escury parus dans OBJECTIF DOCTRINE en février et mai 1999.

CASSINI répond à une étude demandée par le CEPC fin 1996. Il s'agissait de disposer au CEPC de moyens conviviaux permettant une analyse objective des actions menées par une grande formation joueuse. L'outil réalisé répond donc aux deux objectifs suivants :

- aider à la préparation des séances 3A,
- améliorer, lors des séances 3A, la capacité à tirer des enseignements en temps quasi-réel.

Le CEPC utilise depuis janvier 1999 une version opérationnelle de CASSINI.

LES CAPACITÉS DE L'OUTIL

Afin d'aider à la préparation des séances de 3A, CASSINI offre les fonctionnalités suivantes :

- réalisation automatique de bilans chiffrés de toute évolution de potentiel en matériels et personnels,

- présentation graphique de ces résultats,
- création de graphiques de synthèse à partir des situations tactiques existantes (visualiser des OPO, des ACO),
- création de calques de comparaison (ENYSITREP) à superposer à la situation tactique permettant ainsi de mesurer des écarts entre CR et réalité.

Lors des séances elles-mêmes, CASSINI permet d'effectuer un rejeu sur grand écran (3x4 m). Il s'agit alors, non seulement de visualiser au profit des joueurs la séquence de combat écoulee, mais aussi de proposer un support visuel à l'appui des remarques des experts-analystes. Les fonctionnalités disponibles sont alors les suivantes :

- processus de rejeu dynamique : choix de la vitesse du rejeu, de l'échelle, de la zone, du type et de l'échelon des unités vues,
- support visuel pour les analystes : focus instantané sur une situation par mise en pause, rejeu adapté à chaque fonction opérationnelle analysée par choix du type d'unités à visualiser,

Cassini - EST

1 2 3 4 pos opt FORCES

Forces

Édition de la Situation

FORCES

ARTILLERIE

Artillerie

ENI AMI

16 0

RAPPORT DE FORCES

RAPPORT DE FORCES

AMI	ENI
0	39
9	0
20	86
0	0

Quitter

Rejeu - mame2

DEBUT ARR. FLY AVANT STOP TIME

Pas de Restitution : 1/2 s

Pas de Lecture : 15 s

Fichier de Début ... Fichier de Fin ...

17-11-98 11-24-0 17-11-98 16-30-0

17-11-98 11-24-0 32x25 km Coord. 31 FQ 380/114 Terrain Alt. Zoom x1 Ech. 1/250 000

- lors des mises en pause : visualisation 3D, calcul des parties vues et cachées, déplacement sur la carte, zoom, RAPFOR instantané dans toute zone sélectionnée, calcul des capacités d'acquisition par l'artillerie des deux camps sur toute unité sélectionnée.

LES ÉVOLUTIONS POSSIBLES

Si CASSINI possède déjà des qualités indéniables, son utilisation intensive au CEPC depuis janvier 1999 a permis de déterminer de nombreuses améliorations à développer.

A titre d'exemple, il pourrait s'agir, durant la séquence de combat, de détecter en temps réel la présence d'unités dans ou en dehors de zones définies (aéronefs hors couloirs, unités hors fuseau ou dans zones urbaines interdites, etc.), d'effectuer un comptage d'arrivée

d'obus dans des ZEF, de visualiser l'ensemble des tirs directs d'une séquence. Dans un autre domaine, la capacité de visualisation automatique des messages graphiques en provenance des SIC serait très intéressante. Mais CASSINI pourrait avoir (et a déjà) des applications hors domaine des 3A :

- en école ou lors de stage, étude de cas concrets, étude de terrain,
- RENSMIR, dérivé de CASSINI utilisé par la BRGE en opérations pour l'aide à la synthèse du renseignement et la création automatique de message OWNSITREP,
- appui doctrinal par la capacité de revisualiser à froid et sur un simple PC les manœuvres des brigades étant passées au CEPC.

Outil d'aide à l'exploitation pédagogique des activités d'entraînements, CASSINI se révèle un véritable instru-

ment de maïeutique en faisant découvrir par les joueurs eux-mêmes les enseignements à tirer de leurs actions. De plus, par ses qualités propres, CASSINI pourrait être utilisé dans de nombreux domaines hors 3A. Le CROSAT, en dialogue constant avec les utilisateurs, continue de faire évoluer cet outil dans le but d'améliorer toujours la qualité des séances 3A au CEPC et participe ainsi à l'accroissement de la capacité opérationnelle de nos forces ♦

NOTES

1 "La 3A : exploitation pédagogique de l'entraînement au combat", Colonel Collot d'Escury, Objectif doctrine, février 1999.

LA FINALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT À L'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR

par le colonel BOUARD, directeur des études de l'EEM

Tous les deux ans, l'École d'état-major réunit dans ses murs tous les chefs d'état-major pour une journée d'information. Véritable rencontre entre les "formateurs" et les "utilisateurs", cette journée est l'occasion d'évaluer de façon précise l'enseignement dispensé au cours des cinq mois de stage.



Sachant que maintenant la quasi-totalité des capitaines de l'Armée de terre suit ce stage, l'importance de ce point de situation bi-annuel, aussi bien pour l'École que pour l'institution, n'est pas à démontrer. Aussi le 18 octobre 1999, 21 chefs d'état-major, de tous niveaux, ont ac-

cepté l'invitation du général commandant l'EEM.

Convaincus de la nécessité d'accompagner de manière soutenue les futurs rédacteurs, les participants sont unanimes sur le satisfecit à accorder à l'EEM pour la qualité de ce que le gestionnaire n'hésite pas à appeler un "produit", terme auquel est préféré à Compiègne celui d'"officier traitant".

Partant de l'existant, ce séminaire contribue à définir des besoins concrets et fixe des pistes de réflexion.

UN NOUVEAU MÉTIER À APPRENDRE EN 20 SEMAINES

En application des textes en vigueur - directives du CEMAT de juillet 1999 et IM 1170 - l'École d'état-major a pour

THE AIM OF JUNIOR STAFF EDUCATION

Every two years, the Junior Staff College invites all staffs commanders to a information day. This event constitutes a genuine meeting between «educators, trainers» and «users». It is also an opportunity to assess precisely the education of the five-month training at the Junior Staff College.

mission de "former les officiers aux travaux qu'ils auront à effectuer en temps de paix, de crise ou de guerre au sein des Etats-Majors de Forces (EMF) et des régions terre".

Cette formation passe par l'étude, la compréhension et le raisonnement des problèmes. Elle suppose l'apprentissage à exprimer des ordres de façon claire et précise, la maîtrise de la rédaction des documents d'état-major et l'acquisition de la connaissance de la mise en œuvre des procédures. Les méthodes universelles de travail en état-major enseignées à l'EEM visent donc à préparer les

stagiaires à servir préférentiellement au sein des EMF, des brigades ou des régions terre. Depuis septembre 1999, la formation tactique traite exclusivement du niveau de la brigade interarmes et la totalité de la documentation (dossiers d'exercice et mémentos) a été réécrite dans ce sens. Le challenge fixé à l'EEM est très concret ; il s'agit en 5 mois, de transformer un capitaine sortant de son temps de commandement en un officier traitant :

- capable de raisonner dans un contexte interarmes et interalliés,
- sachant rédiger des documents exploitables par son chef,
- maîtrisant les incontournables langages actuels, l'anglais et la bureautique.

Ce nouveau métier, à appréhender en vingt semaines, représente pour le stagiaire un "bond professionnel" considérable et un défi pédagogique de taille pour l'EEM.

Compte tenu des nouvelles conditions de stage du diplôme d'état-major (DEM) – notes chiffrées et classement – et de l'avis émis par la commission d'at-

tribution du diplôme sur l'aptitude de l'officier stagiaire à aborder l'EMS 2, ce bond professionnel s'accompagne d'une certaine tension, somme toute bien compréhensible, dans la mesure où, pour la première fois dans la carrière, une génération complète d'officiers, toutes origines et armes confondues, se fait évaluer et classer sur un même terrain. L'effort demandé à chacun dans une période charnière et l'impérieuse nécessité de "livrer" aux états-majors des rédacteurs de qualité implique pour l'EEM de concilier l'inconciliable, à savoir une logique de formation du plus grand nombre et une logique naissante de sélection.

Cette démarche, souvent proche du grand écart, explique le choix d'une pédagogie dite "d'accompagnement", où le stagiaire est aidé individuellement, suivi et encadré jusqu'à ce que sa production soit recevable en première lecture. Aussi dans ce contexte, il ne peut être question de délivrer des cours magistraux de type universitaire. Par des travaux multiples, corrigés individuellement, il convient d'amener chaque stagiaire au meilleur niveau possible : **pour lui et pour son futur état major.**

Cette exigence de qualité du plus grand nombre mobilise un professeur pour 15 ou 16 stagiaires.

Après ce survol rapide des objectifs et des méthodes de l'Ecole d'état-major, quel bilan dressent les employeurs de la formation dispensée à Compiègne et du niveau atteint par leurs rédacteurs ?

DES PISTES DE RÉFLEXION

L'ensemble des employeurs s'accorde à reconnaître que les officiers diplômés ont acquis pendant cinq mois "bien plus que la base indispensable".

Le niveau de connaissances acquises est jugé bon, de même que le système de suivi et de notation qui permet aux CEM de juger avec justesse et précision leurs officiers le moment venu. En outre la maîtrise des outils – anglais et bureautique – donne au jeune rédacteur l'aisance et l'autonomie nécessaires pour faciliter une intégration rapide et pour "produire" d'emblée.

Toutefois, la relative faiblesse de la culture organique des officiers DEM est

soulignée par les CEM. Elle peut s'expliquer de deux façons. D'une part, cet enseignement consacré aux rouages de l'infrastructure, du budget, de la défense militaire terrestre et de la montée en puissance survient tardivement au cours du stage et ne bénéficie sans doute pas de l'attention requise par ces sujets souvent ardues. D'autre part, le flou actuel qui subsiste dans les procédures et le partage de responsabilité rend difficile toute production de documentation fiable et actualisée. Pour remédier à cette objection, l'école s'efforce de répartir cet enseignement sur la totalité du stage et de fournir aux stagiaires les bases nécessaires à la compréhension des problèmes organiques, en attendant une stabilisation du dispositif. Cependant il importe d'achever en état-major la formation de l'officier diplômé dans sa future fonction, 20 semaines ne permettant pas en effet d'aller au fond des choses dans ces domaines complexes.

L'apprentissage de la technique des visas et du suivi des décisions par un rédacteur fait également l'objet de critiques. En réponse à la première remarque citée, l'EEM est en mesure de

renforcer la formation des stagiaires. Dans le deuxième cas, il est évidemment difficile de créer les conditions : le travail sur des cas concrets s'arrête à la solution de "recalage" (fiche, lettre, note de service, message) et l'accent est mis sur le raisonnement et l'expression écrite. Apprendre au stagiaire à suivre les décisions qu'il a proposées ne peut se faire que dans un cadre bien réel.

L'absence du réflexe de l'ordre ou de la note préparatoire, toujours utile pour associer l'ensemble des bureaux concernés par un dossier, est également évoquée. Pourtant cet aspect du travail en groupe est largement abordé au cours du stage, mais cet effort doit être poursuivi pour développer le sens du "collectif". A cet égard les témoignages de rédacteurs tiennent une place importante pour ce qui doit être une prise de conscience avant de devenir un acte réflexe. Ils pourraient être complétés par des séances spécifiques dont l'organisation sera étudiée. A l'instar des CO du volet tactique, il faudrait envisager des exercices où les groupes seraient organisés en petits états-majors traitant un même sujet.

Dans le domaine de la formation tactique, un renforcement de la formation à la communication opérationnelle est souhaité. Outre le fait que cet aspect – tout comme d'ailleurs le droit des conflits armés et les affaires civilo-militaires – est largement abordé au cours des exercices, il faut garder à l'esprit que le stagiaire reçoit non pas une formation mais plutôt une information. Capable d'intégrer le facteur communication dans l'étude tactique, de rédiger un communiqué de presse ou une annexe à l'OPO, il n'est pas pour autant un concepteur et l'EEM ne saurait prétendre dispenser une formation à la communication opérationnelle.

Mais le travail d'état-major ne concerne pas que les officiers. Compte tenu de l'absentéisme des officiers, lié aux multiples engagements des forces terrestres, certains bureaux d'états-majors fonctionnent au quotidien grâce aux sous-officiers. Ne serait-il donc pas envisageable d'assurer une formation spécifique des sous-officiers d'état-major ? A l'évidence il ne peut être question de former des sous-officiers susceptibles de rédiger en lieu et place des officiers

DEM. Maillon de l'enseignement militaire supérieur des officiers dans le cadre du CDES, l'EEM n'a pas les moyens de prendre à son compte cette nouvelle mission.

Pour autant, il est peut-être envisageable de redéfinir le rôle du GSEM ou bien de créer un cursus de formation particulier dans le cycle des écoles d'application.

S'il s'agit seulement de donner aux sous-officiers quelques clés de compréhension, la création d'un BSTAT ou l'octroi d'une qualification spécifique à l'issue d'une période de cours par correspondance pourraient constituer des réponses à ce besoin bien réel. Une autre solution consisterait à inclure une épreuve "état-major" dans le concours des majors.

L'Ecole d'état-major forme des rédacteurs aptes à servir en état-major. C'est le moins que l'on puisse en attendre !

Au-delà de cette évidence, c'est le "socle" de l'enseignement militaire supérieur et le système de formation des

officiers de l'Armée de terre qui sont jugés très positivement à l'issue de ce séminaire. Nos officiers, dont la qualité est reconnue, sont le résultat d'un système solide et équilibré qu'il convient de préserver à tout prix. Le mieux étant l'ennemi du bien, il n'est pas souhaitable que des critères exclusivement de gestion ou une frénésie de changement viennent bousculer l'édifice. Devant former tout en sélectionnant, l'EEM fait et continuera de faire évoluer son enseignement pour la satisfaction des utilisateurs. Cette mission passionnante et difficile exige un accompagnement constant.

Les chefs d'état-major, globalement satisfaits, l'ont bien compris, car toute pédagogie résolument élitiste transformeraient leurs organismes en véritables "mouroirs" pour certains officiers.

Qu'en serait-il alors de l'efficacité de nos états-majors déjà si souvent décriés à l'intérieur et hors de nos frontières ? ♦

LA DOCTRINE ET L'HOMME

par le capitaine *BAILLIF*
(102^{ème} promotion de l'École d'Etat-Major)

Dans ses réflexions doctrinales et malgré la professionnalisation, notre Armée de terre semble délaisser les aspects humains, au profit d'une approche très scientifique mais très instrumentalisée de l'emploi des forces terrestres. En soulignant que la guerre est faite par des hommes, la réflexion doctrinale permettrait peut-être de mieux préparer les soldats et les chefs à affronter la barbarie guerrière tout en contribuant à mieux définir la place du soldat dans la société.



notre armée pour remplir ses missions. Au moment où l'Armée de terre affronte les "nouveaux barbares" ¹ et où elle professionnalise son recrutement, la réflexion doctrinale semble privilégier de manière paradoxale la technologie et les systèmes de commandement. Si personne ne disconvient de la nécessité des moyens techniques, faut-il pour autant oublier la place centrale de l'homme dans les nouvelles formes de conflits ?

Certes, la doctrine n'oublie pas les hommes, en particulier dans l'étude de la "maîtrise de la violence" (Forces terrestres en opérations, TTA 900, § 5-4), cependant elle met surtout l'accent sur la violence adverse et se contente d'évoquer de manière très limitée ses conséquences sur nos propres troupes : "*les manifestations de violence psychotique (...) que les unités sur le terrain peuvent être amenées à affronter sont de la responsabilité*

DOCTRINE : THE WORD AND THE MAN

The Army has been professionalised, however its doctrine does not seem to take in account human aspects. It privileges a highly scientific approach in which the employment of Land Forces is clearly specified. **Doctrine should always underline that war is conducted by men in order to better prepare soldiers and commanders to face the barbaric aspects of conflicts and thus better define the place of the soldier in society.**

du corps médical. Elles doivent faire l'objet d'une évaluation de risques, car elles peuvent donner lieu à des massacres imprévisibles." Or l'individu de nos sociétés occidentales est peu préparé à la vue des charniers, qu'ils se trouvent au Rwanda, au Timor ou dans les Balkans. Officiellement, la doctrine américaine du zéro mort est rejetée par la France, mais se prépare-t-on pour autant à exposer des hommes et des chefs à affronter une horreur qu'ils n'auront pas imaginée, confiants dans la supériorité de leur

technologie et dans la clairvoyance de leur doctrine ?

Pourtant, l'histoire a montré les conséquences de telles impasses sur la discipline de la troupe et les décisions des chefs, de même que l'actualité dénonce aujourd'hui la frilosité de l'engagement des Australiens au Timor. Après avoir présenté un risque opérationnel possible, cet article veut modestement rappeler que la guerre est faite par des hommes et que la doctrine d'une armée professionnelle doit aussi prendre en compte cet aspect.

LE RISQUE DE LA BARBARIE

• *Les limites de la technologie*

Les choses ayant généralement tendance à ne pas se passer comme elles étaient prévues, il est probable que les actions de guerre, qui revêtent le plus souvent l'aspect de la contingence, viennent tôt ou tard bousculer la doctrine. C'est encore plus particulièrement le cas des conflits dissymétriques où la technologie compte moins que le seuil de résistance à l'horreur des combattants et des

opinions publiques. L'histoire du XX^{ème} siècle en fournit deux exemples frappants.

La Wehrmacht a eu les moyens et les hommes de sa doctrine technologique jusqu'à ce qu'elle vienne se confronter aux "sous-hommes" de l'Est. Comme le démontre Omer Bartov², ces barbares et la rigueur de leurs contrées ont soumis la technologie allemande à une "démodernisation" telle que, la force du soldat allemand ne trouvant plus à s'appliquer sur l'ennemi, elle a été dévoyée par une discipline pervertie en violence à l'encontre des populations civiles.

Au Vietnam, la technologie américaine a pu favoriser, par contraste avec les succès Viet Cong, un sentiment d'impuissance pouvant pousser à commettre des exactions. L'affaire de My Lai est emblématique de ce risque parce qu'elle mettait en cause un jeune lieutenant chef de section, et que la médiatisation du procès a eu un effet dévastateur sur le moral de l'armée et la légitimité de l'action de l'US *Army*. Elle montre donc que l'appartenance d'une armée à

un système démocratique, loin d'empêcher de tels actes, en amplifie au contraire les conséquences, par l'écho médiatique qu'ils provoquent. Elle montre aussi les conséquences graves du manque de préparation des cadres à affronter la violence ennemie et celle de leurs propres hommes.

• *La vulnérabilité psychologique*

Certes, il est peu probable que les buts d'un engagement futur soient comparables à ceux de la Wehrmacht en Russie ou de l'US *Army* au Vietnam. Cependant, il n'est pas sûr que l'hypothèse "basse" de la maîtrise de la violence s'avère moins éprouvante que la coercition de force, en tous cas pour les exécutants sur le terrain, peu préparés psychologiquement et donc vulnérables. Le principe "qui peut le plus peut le moins" ne peut s'appliquer à l'analyse de la partie adverse dans les conflits asymétriques. Les milices, comparées aux armées organisées, ne représentent pas un "moins" mais plutôt un "pire"³.

Il n'est pas exclu que les adversaires profitent de la vulnérabilité psycholo-

gique de l'opinion, prompte à s'enflammer pour l'ouverture de "corridors humanitaires" ou autres parachutages du même ton, pourvu que pas un des "nôtres" n'y risque sa vie et surtout sa probité. Dès lors, confronté à un terrorisme barbare, qui peut garantir qu'il ne craquera pas ? A titre d'exemple, l'armée canadienne a dû dissoudre une unité, après son engagement en Somalie, où elle se serait livrée à des violences.

La faiblesse psychologique relative des occidentaux devant la violence et la mort pourrait donc conduire au pire à des exactions, comme l'indique le TTA 900 (cf. supra), et au "moins pire", (car on ne saurait l'appeler un mieux), au refus déguisé de se déployer, pour ne pas s'exposer, comme le font actuellement les Australiens au Timor.

Dans le contexte juridique et médiatique des opérations en faveur de la Paix, peut-on courir le risque de voir nos troupes mises en accusation par l'opinion ou le Tribunal Pénal International, comme l'ont été les Néerlandais en juillet 1995 à Srebrenica, et les Belges au Rwanda ? Le risque de débordement de

violence souligne bien le lien entre la bataille terrestre et la bataille de l'information, prévu par la doctrine d'emploi des forces terrestres.

INCLURE L'HOMME DANS LA RÉFLEXION DOCTRINALE

Si la réflexion doctrinale s'applique aux conflits armés, elle ne peut soustraire un des termes de l'étude : quel soldat et quel chef doit-on former pour affronter ces conflits ? Répondre à cette question permettrait peut-être d'éviter le décalage possible entre des concepts doctrinaux (maîtrise de la violence et coercition de force) et la réalité barbare qu'affronte la troupe. Nos alliés tempèrent d'ailleurs la confiance dans la technologie par le réalisme avec lequel ils mènent la préparation de leurs hommes.

• *La préparation psychologique du combattant*

La qualité du soldat professionnel doit lui permettre de se sentir bien dans la cité, tout en étant capable de quitter son confort pour se confronter au "barbare", sans renier pour autant les prin-

cipes de nos sociétés occidentales. Se préparer à une telle confrontation suppose une réelle force morale et un aguerrissement de moins en moins évident pour nos compatriotes.

L'aguerrissement est un moyen aussi important que la simulation, la bureaucratie et l'anglais pour préparer les missions de l'Armée de terre. Les corps de troupe s'y emploient, sans pouvoir compter autant qu'ils le devraient sur la réflexion des états-majors en ce domaine, dans un contexte social par ailleurs peu favorable à ce genre d'activité. L'étude de cette question, sur laquelle de nombreux officiers ont une expérience que nous envient certains alliés, sans qu'elle soit réellement valorisée dans la doctrine permettrait à celle-ci de s'incarner un peu, et rapprocherait les concepts des réalités.

La réflexion menée sur le stress de combat ("Force et calme des troupes", TTA 121 et 122) pourrait par exemple être approfondie pour en tirer des conséquences sur les objectifs d'entraînement, afin de préciser la mission des centres d'aguerrissement, et de mieux

intégrer les activités à risques dans les cycles d'entraînement.

Par ses implications, dans le domaine juridique comme dans celui du recrutement et de la formation des personnels, ainsi que son lien avec l'image de l'Armée de terre, la préparation psychologique du combattant aux risques de la barbarie semble être un objet d'étude digne de la doctrine. En effet, nos centres spécialisés insistent sur l'aspect physique et technique, sans que la dimension psychologique de la confrontation à la barbarie ne soit réellement abordée, faute d'un contenu doctrinal précis.

- *Les pratiques alliées de l'aguerrissement*

L'aguerrissement présente en France les aspects d'une activité spécifique : les centres sont spécialisés et les activités aussi. Le terme même a fait l'objet d'une définition qui prend en compte l'aspect psychologique de la question mais qui se résume sur le terrain à l'entraînement à la fatigue.

Les Anglais et les Allemands sem-

blent avoir une approche beaucoup plus concrète de la question, dans la mesure où l'aguerrissement semble être moins un concept qu'une technique d'entraînement des forces. Comme tel, il est plus diffus mais sans doute plus quotidien. A titre d'exemple, l'Infanterie Schule d'Hammelburg, orientée vers le combat en localité et en sous-bois, mène une instruction très concrète dans le domaine de l'efficacité des armes et du parcours à tir réel.

L'entraînement commando, qui est une des missions de l'école, peut nous paraître peu "rustique" mais il est aussi beaucoup plus orienté vers la tactique et à ce titre paraît sans doute plus réaliste. Enfin la préparation aux "missions ONU" est aussi une mission spécifique de l'école, et fait l'objet d'une collecte centralisée des expériences multinationales en matière de maîtrise de la violence. Une division de l'école organise des stages spécifiques au profit des cadres, puis des unités désignées pour servir dans ce genre de missions, avec une efficacité sans doute supérieure à celle de nos "stages de cohésion".

Les Britanniques aussi "diluent" l'aguerrissement dans leurs écoles d'arme et n'hésitent pas à confronter leurs futurs chefs de section à l'odeur de cadavres d'animaux et à l'efficacité de l'appui aérien, au moins dans les combats de synthèse.

Les Suisses de leur côté mettent à profit les périodes de "vacances" que leur impose leur système de milice pour expérimenter, entre instructeurs et à balles réelles, les techniques de combat en localité qu'ils enseigneront aux recrues dans leurs centres d'instruction régionaux.

Le réalisme de l'entraînement comporte un aspect spectaculaire qui n'est pas sans exercer une certaine fascination sur le grand public (en particulier les jeunes), en mal d'émotion forte et en quête d'héroïsme. C'est sans doute la raison pour laquelle les exercices sont parfois exécutés en public, en particulier en Grande Bretagne ⁴. L'image du combattant américain ou anglais que donnent les campagnes de recrutement contraste d'ailleurs avec l'accent mis en France sur la technologie. Si cet accent

s'explique par un "déficit d'image" de l'Armée de terre (en partie lié au service militaire d'ailleurs), il présente cependant le défaut d'évacuer la spécificité de l'Armée de terre, rappelée par le général Monchal en son temps, à savoir la place centrale de l'homme, encore accentuée par la professionnalisation ⁵. Il serait d'ailleurs surprenant que cette spécificité ne soit pas au contraire un facteur attractif, comme semblent le démontrer les approches anglo-saxonnes.

L'aguerrissement semble donc être une réalité de la préparation des forces alliées, en tout cas de leur infanterie, sans que l'on puisse en tirer des conclusions sur leur doctrine en ce domaine. Cependant, et même si la France jouit sur ce sujet d'une réputation flatteuse, il semble que nous puissions nous inspirer des méthodes de nos voisins en particulier dans le domaine technique, sans abandonner notre savoir-faire dans le domaine physique et tout en développant les conséquences psychologiques de l'affrontement à la barbarie. Pourquoi l'homme serait-il exclu de la réflexion doctrinale ?

Il n'est pas certain que la confiance excessive dans la technologie, évidemment indispensable par ailleurs, ne nous amène pas à négliger le rôle de l'homme dans les nouveaux conflits, du moins dans la réflexion doctrinale. Négliger les pressions psychologiques auxquelles tous les combattants (et non pas uniquement les combattants au contact) seront confrontés, peut entraîner de graves problèmes pour le commandement.

En cherchant à maîtriser la violence de populations qui n'auront pas forcément le même rapport à la mort, nos troupes courent le risque de se laisser entraîner dans des exactions ou au contraire dans un attentisme coupable.

Il semble par ailleurs que cela soit profitable à la réflexion doctrinale de ne pas oublier qu'elle prépare l'engagement d'hommes et de chefs, dans la mesure où se dessine actuellement la possibilité de dissocier la technique militaire et le commandement des hommes, du moins dans les cursus de carrière. De manière plus générale et au moment même où la société réclame un plus grand esprit civique, elle pourrait déve-

lopper une réflexion sur la place du soldat dans la cité. En particulier la place de l'officier mérite d'être plus nettement formulée pour rappeler le travail d'intégration sociale qu'il continue d'accomplir avec les engagés.

Mais surtout il semble qu'on puisse souligner son rôle de "maître de la violence", ne serait-ce que pour le préparer aux situations où il serait tenté de laisser commettre des exactions, dans le cas extrême (et trop absent de la réflexion) où l'impuissance devant la barbarie menacerait la discipline ♦

NOTES

- 1 Pour reprendre l'expression de Jean-Christophe Rufin
- 2 L'armée d'Hitler, Hachette littérature 1999, traduction de Hitler's Army, 1990.
- 3 Du reste, le manuel d'emploi de la brigade générique énonce bien dans l'étude de l'adversaire de la brigade le terrorisme, l'intimidation violente et même le rançonnement. (TTA 904, § 1.4.22).
- 4 Le camp de manœuvre de Salisbury Plain (SPTA) accueille le grand public et l'assaut du village de Bonnland à Hammelburg est systématiquement présenté aux visiteurs de l'Infanterie Schule.
- 5 Les Anglo-saxons l'expriment par des slogans comme «be all you can be» ou «be the best».